

OUVERTURE, HIER À ALGER, DE LA 22^e ÉDITION SIPSA-FILAHA

Cap sur la coopération Sud-Sud

Le coup d'envoi officiel de la 22^e édition du Salon international de l'agriculture de l'élevage et de l'Agro-industrie «SIPSA-FILAHA» a été donné, hier à Alger, avec la participation de 700 exposants nationaux et étrangers de 39 pays. Ce rendez-vous sera une occasion pour mettre en avant les avancées enregistrées dans le domaine agricole national et également des efforts de l'Algérie pour la promotion des échanges intra-africains. P 3



LE MINISTRE YACINE OUALID
L'A ANNONCÉ :

**«La création d'une
entreprise en seulement
cinq minutes»**

La création d'entreprises algériennes ne prendra pas plus de 05 minutes, avec l'obtention du registre de commerce, et ce, par voie numérique à 100%, a annoncé, hier à Alger, le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start up et des Micro entreprises, Yacine El Mahdi Walid, à l'occasion de l'inauguration de la 22^e édition du CTO Forum Algeria.

P 2

FORUM D'AFFAIRES
ALGÉRO-POLONAIS
**Vers des partenariats
économiques plus
denses**

Un forum d'affaires algéro-polonais a été organisé, dimanche à Alger, lors duquel des opérateurs économiques des deux pays ont affiché leur volonté de nouer davantage de partenariats d'investissement et d'intensifier les échanges commerciaux bilatéraux. Ce forum a réuni plus de 140 opérateurs économiques algériens et une délégation d'hommes d'affaires polonais composée de représentants de 15 grandes entreprises polonaises activant dans divers domaines, notamment le bâtiment et les travaux publics, l'électricité, l'agriculture et la commercialisation des produits agricoles, les machines et équipements agricoles, les produits vétérinaires, la sidérurgie et le consulting.

P 5

ENTREPRENEURIAT
**Forte adhésion
des étudiants**

La nouvelle orientation de l'Université algérienne reposant principalement sur l'Entrepreneuriat en vue de faciliter son intégration dans le décollage économique, connaît une "forte adhésion" des étudiants désirant se lancer dans l'innovation et la concrétisation de leurs projets personnels, et ce à la faveur des mesures de soutien et de financement assuré par l'Etat, ont indiqué des chercheurs-universitaires.

P 5

SALON "CONSTANTIC"

**Organisation
prochaine de la
2ème édition à
Constantine**

La 2e édition du Salon du digital de la numérisation et des technologies de l'information et de la communication "ConstanTIC", placée sous le parrainage du ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-Entreprises ainsi que le ministère de la Poste et des Télécommunications, se tiendra du 4 au 6 du mois de juin prochain à Constantine, apprend-on lundi des organisateurs. Cette manifestation prévoit la participation de 60 exposants représentants des ténors des technologies mondiale du digital et de la numérisation, a déclaré à l'APS Mohamed Seifeddine Salhi, le directeur général de l'entreprise MediaSmart, organisatrice du Salon. Dans le cadre de l'exposition ConstanTIC 2, il est prévu également l'organisation de conférences et d'ateliers interactifs animés par des experts internationaux et des spécialistes de renom qui aborderont une gamme variée de sujets, incluant le E-marketing, la sécurité informatique et l'intelligence artificielle, offrant aux participants une expérience d'apprentissage pratique et une occasion d'approfondir leurs connaissances et d'échanger les expériences avec des experts de l'industrie. Aussi, le salon ConstanTIC abritera un espace de rencontres et d'affaires ouvert aux entreprises et aux demandeurs d'emploi, ainsi qu'un espace dédié aux institutions publiques partenaires du développement de ce secteur, agences spécialisées, prestataires de services, experts et consultants, outre un espace B to B qui permettra aux entreprises d'intégrer le réseau de collaboration, de tisser de nouvelles relations et notamment de nouer des partenariats stratégiques.

R E

LE MINISTRE YACINE OUALID L'A ANNONCÉ :

«La création d'une entreprise en seulement cinq minutes»

La création d'entreprises algériennes ne prendra pas plus de 05 minutes, avec l'obtention du registre de commerce, et ce, par voie numérique à 100%, a annoncé, hier à Alger, le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start up et des Micro entreprises, Yacine El Mahdi Walid, à l'occasion de l'inauguration de la 2 édition du CTO Forum Algeria.

Par Slimane T.

«Nous n'aurons plus besoin de paperasse et de papier. Un groupe de travail technique, avec le ministère du Commerce, a été mis en place pour atteindre ce but dans les semaines prochaines », a expliqué le ministre. Évoquant l'auto-entreprenariat, il a indiqué que ce dispositif ne se limite pas uniquement aux activités numériques. « Plus de 1300 activités non numériques sont intégrées dans ce dispositif ». Il a signalé que d'autres activités seront introduites au fur et à mesure dans différents secteurs. Parlant des services à l'export, il a signalé qu'ils sont en tête de liste de nos explorations hors hydrocarbures, évoluant à plus de 72% au cours des trois dernières années. « Pour donner plus de visibilité à nos acteurs numériques et à nos services dans ce domaine à l'international, nous

nous sommes entendus, avec le ministère du Commerce, afin que notre pays participe aux manifestations internationales dans le secteur des TIC, comme c'est le cas actuellement pour le salon « Viva-Tech » (Paris) », rapporte-t-il, rappelant que l'utilisation des Mastercard par les entreprises sera effective dans le mois à venir. Il a souligné que le numérique « qui n'est pas un luxe, mais doit être au cœur du changement », et dans ce cadre, a-t-il ajouté, le gouvernement œuvre à la promotion de ce créneau, à l'instar du cadre

juridique mis en place ainsi que les infrastructures développées à cet effet. Il a fait part, par la même occasion, l'engagement de son département, à « donner plus de visibilité » sur la scène internationale aux acteurs du numérique activant en Algérie. De son côté, le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Bibi Triki, a mis en avant "l'important progrès" réalisé dans son secteur au cours de ces dernières années, dans le sens du "renforcement des capacités technologiques du pays, à travers les infrastructures adaptées aux TIC". Il a exprimé, à cet égard, son engagement à "généraliser l'accès aux TIC sur l'ensemble du territoire national et au profit de toutes les couches de la société". Cette manifestation de trois jours est organisée au Palais de la Culture "Moufdi Zakaria", avec la participation de 28 exposants, 73 Startups, et la programmation de conférences thématiques.

MALADIES RARES

Importance du diagnostic précoce

Le ministre de la Santé, M. Abdelhak Saihi, a présidé, hier à Alger, l'ouverture d'un atelier sur les maladies rares en Algérie, lors duquel l'importance du diagnostic précoce pour la prévention de ces maladies a été soulignée. Dans son allocution à cette occasion, M. Saihi a précisé que le ministère de la Santé "a adopté, il y a environ un an, une stratégie pour prendre en charge cette catégorie de patients, basée sur le diagnostic précoce des nou-

veau-nés et la création d'une plateforme numérique fiable pour les données sanitaires relatives aux maladies rares", soulignant l'importance de "l'accompagnement psychosocial des personnes atteintes de maladies rares, ainsi que le renforcement de la recherche scientifique dans ce domaine, l'implication des associations de patients et le développement de la thérapie génique". Et d'ajouter que le président de la République "a donné des instructions

pour allouer des affectations financières à la prise en charge des personnes atteintes de maladies rares qui sont considérées comme une priorité". Les participants à cet atelier ont appelé à "élaborer une nouvelle vision et à unifier les vues pour une prise en charge optimale des personnes atteintes de ces maladies". Lors de cet atelier, la directrice des programmes de soin et de la déontologie médicale à la Direction générale des services de santé du ministère

de la Santé, Dr. Leila Bernou, a fait état de "l'actualisation de la liste des maladies rares, passant de 13 en 2013 à 109 actuellement". Etaient présents à l'ouverture de cet atelier, le ministre de la Communication, M. Mohamed Laagab, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentalb, ainsi que la Déléguée nationale à la protection de l'enfance, Mme Meriem Cherfi.

R E.

SÛRETÉ DE LA WILAYA D'ALGER

Saisie de plus de 25.000 comprimés psychotropes

Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont procédé à la saisie de plus de 25.000 comprimés psychotropes et à l'arrestation d'un repris de justice dans une affaire de trafic international de drogues, a indiqué lundi un communiqué de ces services. La brigade de lutte contre le trafic illicite de drogue et de comprimés psychotropes relevant

de la circonscription de la police judiciaire de Bab Ezzouar a procédé, au cours de la semaine dernière, à l'arrestation d'un individu, repris de justice, âgé de 39 ans, faisant l'objet d'un mandat d'arrêt international pour trafic international de drogues, a précisé la même source. Suite à des informations faisant état d'un repris de justice qui s'adonnait

au trafic de psychotropes au niveau d'un quartier à Alger et après son identification, le suspect a été arrêté en possession d'une quantité considérable de psychotropes, a ajouté la même source. La perquisition du domicile du mis en cause a permis la saisie de 25.502 comprimés psychotropes, d'un montant de 245.700.000 centimes et d'un montant

de 50 euros, ainsi qu'un véhicule de tourisme et un faux permis de conduire, liton dans le même communiqué. Le mis en cause a été présenté devant la juridiction compétente pour détention, transport, stockage et trafic de psychotropes, faux et usage de faux (permis de conduire) et blanchiment d'argent, selon le communiqué.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Saïd, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

OUVERTURE HIER À ALGER DE LA 22^e ÉDITION SIPSA-FILAHA

Cap sur la coopération Sud-Sud

Le coup d'envoi officiel de la 22^e édition du Salon international de l'agriculture de l'élevage et de l'Agro-industrie «SIPSA-FILAHA» a été donné, hier à Alger, avec la participation de 700 exposants nationaux et étrangers de 39 pays.

Par Zahir R

Ce rendez-vous sera une occasion pour mettre en avant les avancées enregistrées dans le domaine agricole national et également des efforts de l'Algérie pour la promotion des échanges intra africains. Un aspect que les pouvoirs publics accordent une grande importance ces quatre dernières années. D'ailleurs, pas moins de dix pays africains sont invités à prendre part aux débats sur la question alimentaire lors de ce Salon et mettre en place les mécanismes adéquats pour la création d'un véritable marché intra africain notamment pour les matières premières, en jetant les jalons d'une véritable coopération Sud-Sud.

Dans son allocution à l'ouverture de «Sipsa- Filiha», le Vice-président du Cercle de réflexion GRIFI Filiha Innove, Zitouni Brahim, a indiqué que «la mission principale «Sipsa afrika Food export » n'est pas de promouvoir uniquement les exportations agricoles algériennes en Afrique, en réalité notre ambition est la réalisation d'un commerce Sud-Sud de l'ensemble des pays de la sous régions de tel façon à ce que nous créons un petit marché et de la prospérité».

Selon l'intervenant, l'ambition des pays africains n'est pas d'échanger des crises entre nos frontières mais «nous cherchons à échanger des matières premières agricoles et nous cherchons à échanger de la prospérité, de la sécurité, de la stabilité et du commerce. C'est l'objectif fondamental de "Sipsa africain food africain". C'est pour cette raison que c'est un salon itinérant dans tous notre sous-région d'Afrique de l'ouest, des pays du Sahel et du Maghreb».

Et d'ajouter : « Notre ambition est d'initier une première poussée vers un commerce Sud-Sud. Il est anormal que nos amis mauritaniens exportent du poisson vers l'Espagne et que nos en tant que Algériens on l'importe par la suite de ce dernier. Il

serait plus logique que nos amis Mauritaniens l'exportent directement vers l'Algérie». Même chose avec le Sénégal qui est un gros producteur et exportateurs d'argiles, une matière essentielle pour la production de l'huile. Il est préférable de l'importer de ce pays d'aller chercher ailleurs, indique-t-il. Selon l'intervenant, « il nous faut remettre à plat l'ensemble des avantages comparatifs pour au moins échanger entre nous. C'est l'objectif du salon Sipsa afrika food export». Ceci n'est pas un signe de fermeture, affirme-t-il, mais nous cherchons à créer un pôle et de nous identifier en tant que marché africain ayant pour cœur la construction d'une sécurité alimentaire sur notre continent». Zitouni a indiqué également que la question alimentaire est une question fondamentale qui interpelle tous et « nous devrions y réfléchir ensemble. C'est pour cette raison que nous organisons la conférence africaine sur le débat alimentaire». Des efforts sont consentis par l'Algérie pour promouvoir les échanges intra-africains.

A cette occasion, le Secrétaire général du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Hamid Bensaad, a mis en avant la contribution de l'Algérie et ses efforts inlassables dans la promotion de l'économie africaine, notamment en termes de sécurité alimentaire, et ce, à travers le renforcement de la culture saharienne et le développement de l'investissement dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Il a indiqué dans son allocution à l'inauguration de ce Salon « l'Algérie poursuit ses efforts pour le développement et le renforcement des échanges intra africains. Des infrastructures importantes ont été réalisées, en citant le transsaharien reliant au moins 6 pays, l'ouverture d'un passage frontalier avec la Mauritanie, un deuxième avec la Libye. Ceci témoigne sur la volonté de notre pays pour la redynamisation du commerce et échanges avec les pays de notre continent », souligne-t-il, en notant également l'ouverture de centres vétérinaires et complexe d'abatages modernes aux niveaux des régions frontalières, et ce, dans le cadre de la relance du commerce via le «Troc».

Pour sa part, la Commissaire à l'agriculture, au développement rural, à l'économie bleue et à l'environnement durable de l'Union Africaine (UA), Mme Josefa Sacko, a estimé lundi à Alger, que l'Algérie dispose d'un secteur agricole résilient, lui permettant de favoriser les échanges commerciaux intra-africains dans ce segment. Intervenant à l'ouverture de la 22^e édition du «SIPSA-FILAHA», Mme Sacko a affirmé que «L'Algérie dispose d'un secteur agricole résilient qui peut favoriser le renforcement des échanges commerciaux dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF)».

Rappelant que la résilience du secteur agricole algérien a été démontrée pendant la pandémie du COVID-19, permettant au pays d'éviter des perturbations majeures de la chaîne d'approvisionnement agricole, l'agronome angolaise a expliqué que «la ZLECAF peut servir de passerelle efficace à l'Algérie pour commercialiser ses produits agricoles sur le marché intégré de l'Afrique et renforcer ses relations commerciales dans une zone qui compte 1,4 milliard d'habitants ».

Mme Sacko a également évoqué la stratégie de l'Algérie pour diversifier son économie et développer certains sous-secteurs, soulignant que cette démarche «offre un fort potentiel au pays pour renforcer son commerce avec l'Afrique».

Mettant en avant les efforts déployés par l'Algérie pour favoriser les échanges commerciaux intra-africains, notamment dans le volet logistique et transport, la diplomate a expliqué que les parcs agro-Industriels africains communs (CAAPs) que l'Union Africaine oeuvre à lancer peuvent constituer «une autre voie à l'Algérie pour établir des corridors alimentaires basés sur des chaînes de valeurs régionales compétitives dans le cadre de la ZLECAF».

ARKAB A REÇU UNE DÉLÉGATION DE LA COMPAGNIE RUSSE ZARUBEZHNEFT

Les opportunités d'investissement dans le domaine des hydrocarbures examinées

Le Secrétaire général (SG) du ministère de l'Energie et des Mines, Abdelkrim Aouissi, a examiné, dimanche, avec une délégation de la compagnie russe "Zarubezhneft", les opportunités d'investissement dans le domaine des hydrocarbures en Algérie, notamment en matière de développement des champs pétroliers et de la production des équipements, indique un communiqué du ministère.

La rencontre avec la délégation de la compagnie "Zarubezhneft", conduite par le vice-président de la compagnie chargé du développement des affaires, directeur des projets internationaux, Terentyev Vyacheslav, s'est déroulée en présence de l'ambassadeur de la Fédération de Russie en Algérie et de cadres du ministère.

Lors de cette rencontre, l'accent a été mis sur les moyens de renforcement des relations de coopération et de partenariat dans le domaine de l'exploration, du développement et d'exploitation des hydrocarbures.

Les deux parties ont abordé lors de cette rencontre, la relation existant entre Sonatrach et la compagnie russe, ainsi que les perspectives de son développement, notamment à travers le mémorandum d'entente signé entre les deux compagnies dans le cadre de la nouvelle loi sur les hydrocarbures, selon le communiqué.

La rencontre a également porté sur les possibilités de coopération et les opportunités d'investissement disponibles dans le domaine du développement des champs et la production locale des équipements de l'industrie pétrolière et gazière, la promotion du produit local, outre la réduction des émissions et la capture du carbone. Les deux parties ont également exprimé leur "volonté commune de renforcer la coopération et de développer des partenariats mutuellement bénéfiques, basés sur des projets intégrant la maîtrise des techniques de production, le transfert du savoir-faire, et de l'expérience, outre la formation et l'intégration nationale, conclut le communiqué.

COUVRANT 75% DES BESOINS ALIMENTAIRES NATIONAUX

Le secteur agricole contribue au PIB à hauteur de 18%

Le secteur de l'agriculture contribue au Produit intérieur brut (PIB) de 18%, soit plus de 4747 milliards DA (35 milliards USD), a indiqué, lundi à Alger, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa. Dans une allocution, lue en son nom par le Secrétaire général du ministère, à l'occasion de l'ouverture officielle de la 24^e édition du Salon international de l'agriculture et de l'agro-industrie (SIPSA FILAHA), le ministre a souligné que "le

secteur connaît une grande dynamique et constitue un levier pour la sécurité alimentaire nationale", faisant savoir que le secteur de l'agriculture en Algérie contribuait de plus d'un quart de la main œuvre nationale, soit 2,7 million travailleurs tout en assurant 75% de couverture des besoins alimentaires nationaux.

A cette occasion, le ministre a mis en avant la contribution de l'Algérie et ses efforts inlassables dans la promotion de l'économie africaine, notam-

ment en termes de sécurité alimentaire, et ce à travers le renforcement de la culture saharienne et le développement de l'investissement dans le cadre de la coopération Sud-Sud. La cérémonie d'ouverture de cette édition, organisée par le think-tank (FILAHA INNOV) s'est déroulée en présence du ministre sahraoui du Développement économique, du Conseiller du ministre de l'Agriculture de la République islamique de Mauritanie, invitée d'honneur de cette édition, et de la

commissaire à l'Economie rurale et à l'Agriculture de la commission de l'Union africaine, Josefa Leonel Sacko, outre des représentants de différents départements ministériels, des organismes professionnels et des conseils nationaux. Organisé sur une superficie de 30.000 m² au Palais des expositions à Alger, le Salon qui devrait accueillir 35.000 visiteurs a vu la participation de 39 pays et plus de 700 exposants.

R E.

MONNAIES

Le dollar stable face à l'euro et à la livre

Le dollar est resté quasiment stable lundi face à l'euro et à la livre, dans une journée dépourvue de nouvelles économiques majeures. Dans la matinée, le billet vert était quasiment stable face à l'euro, qui grappillait 0,03% à 1,0873 dollar pour un euro, tout comme face à la livre, qui grignotait 0,02% à 1,2704 dollar pour une livre. "Dans une journée largement dépourvue de nouvelles économiques majeures, la Réserve fédérale est aujourd'hui sous le feu des projecteurs grâce aux apparitions de plusieurs membres de la Fed", soulignent des analystes. La semaine dernière, l'inflation en avril aux Etats-Unis (l'indice de prix CPI) s'est affichée à 3,4% sur un an, se rapprochant de l'objectif de 2% d'inflation visé par la banque centrale américaine. En conséquence, les investisseurs s'attendent pour l'instant à une baisse des taux américains en septembre, indiquent les analystes. (APS)

FORUM MONDIAL DE L'EAU

Derbal

s'entretient à Bali avec le ministre saoudien de l'Environnement, de l'Eau et de l'Agriculture

Le ministre de l'Hydraulique M. Taha Derbal s'est entretenu lundi à Bali (Indonésie) avec le ministre saoudien de l'Environnement, de l'Eau et de l'Agriculture, M. Abdulrahman bin Abdul Mohsen Al-Fadhli. L'entretien, qui a eu lieu en marge des travaux du 10 e forum mondial de l'eau à Bali, a permis aux deux parties d'évoquer les perspectives de renforcement de la coopération bilatérale. Les deux ministres ont souligné également leur volonté de raffermir d'avantage les relations entre les deux pays dans plusieurs domaines d'intérêt commun. A l'occasion du forum, le ministre saoudien a rendu visite au stand algérien au centre des expositions à Bali, où il s'est longuement arrêté pour découvrir les techniques et les réalisations accomplies par l'Algérie dans le domaine de la gestion de l'eau.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

ARKAB EN VISITE DE TRAVAIL EN RÉPUBLIQUE DU CONGO

Elargir les perspectives de coopération bilatérale

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab effectue, du 20 au 22 mai, une visite de travail en République du Congo, en vue d'élargir les perspectives communes de coopération bilatérale et d'examiner les voies de leur développement dans les différents domaines notamment celui de l'énergie et des mines, indique un communiqué du ministère. "A l'invitation du ministre des Hydrocarbures de la République du Congo, M. Bruno Jean Richard Itoua, le ministre de l'Energie et des Mines, M. Mohamed Arkab effectue, du 20 au 22 mai, une visite de travail à Brazzaville, capitale de la République du Congo, accompagné des Président-Directeurs Généraux des groupes Sonatrach et Sonelgaz, ainsi que du président de l'Agence nationale

des activités minières (ANAM) et de cadres du secteur", précise le communiqué. Cette visite s'inscrit en droite ligne dans "les efforts conjoints visant à renforcer les relations fraternelles historiques ancrées entre les deux pays pour élargir les perspectives communes de coopération bilatérale et examiner les voies de leur développement notamment dans le domaine de l'énergie et des mines, et ce dans le cadre de la mise en œuvre des résultats de la visite du ministre congolais des Hydrocarbures, effectuée en mai 2022 en Algérie, ayant été sanctionnée par la signature du procès-verbal des discussions entre l'Algérie et la République du Congo dans le domaine des hydrocarbures". Lors de la visite du ministre congolais en Algérie, la délégation ministérielle

avait visité plusieurs installations gazières à Arzew, ainsi que le Centre de Recherche et de Développement et l'Institut Algérien de pétrole (IAP). Elle avait également tenu des réunions au niveau du groupe Sonatrach et des organismes de régulation relevant du secteur des hydrocarbures, à l'instar de l'Agence nationale de valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) et de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH). Dans le cadre de sa visite, M. Arkab aura plusieurs rencontres et réunions avec des responsables congolais, notamment avec le ministre des Hydrocarbures et le ministre de l'Energie et de l'Hydraulique, selon la même source.

MÉTAUX

L'or et le cuivre flambent à des records historiques

Les cours des métaux flambent à des records historiques, les précieux ont bénéficié des attentes de baisses de taux d'intérêt, le métal rouge est poussé par la demande verte face à une offre limitée. Lundi, l'or a dépassé son record historique, atteignant 2.450,07 dollars l'once, tandis que l'argent a touché un plus haut depuis décembre 2012, à 32,51 dollars l'once. Le même jour, sur le London Metal Exchange (LME), le cuivre a culminé à 11.104 dollars la tonne, un plus haut historique. Le cours du cuivre s'envole "en raison de l'écart croissant entre les perspectives d'augmentation de la demande", notamment pour les véhicules électriques et les centres de données, "et l'atonie de l'offre mondiale", ont expliqué des analystes. Le cours du cuivre sur le LME a ainsi pris environ 27% depuis début février. Le métal rouge se positionne comme le métal clef de la transition écologique, pour son utilisation dans les batteries de véhicules électriques et les infrastructures d'énergies renouvelables. En parallèle, l'offre minière ne suit pas, entre gisements vieillissants et difficultés à trouver et exploiter de nouvelles sources de cuivre. De leur côté, les cours de l'or et de l'argent ont été propulsés par de récentes données américaines, "des signes de ralentissement de l'inflation aux Etats-Unis et des chiffres de l'emploi plus faibles que prévu", confortant les attentes de baisses

de taux d'intérêt de la Réserve fédérale (Fed) "dans les mois à venir", résumant les analystes. L'inflation aux Etats-Unis est en effet repartie à la baisse en avril, à 3,4% sur un an, ralentissant vers l'objectif de 2% visé par l'institution monétaire. Or la réduction des taux d'intérêt affaiblit traditionnellement les rendements du dollar et des obligations d'Etat (deux valeurs refuges concurrentes), selon les analystes. Le prix de l'once du

métal jaune a grimpé d'environ 20% depuis début février. L'or avait atteint un précédent record en avril, également porté par la prime de risque géopolitique. Enfin, le platine culminait à 1.095,69 dollars l'once, un niveau jamais vu depuis mai 2023, tiré par une offre sous pression en raison de la diminution de la production de l'Afrique du Sud et de la Russie, expliquent les analystes.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 20 ماي 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 20 mai 2024

Produits	Prix du détail ¹ DA / Kg			المنتجات	
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	79	91	67	البطاطا
	Tomate	75	86	64	الطماطم
	Oignon sec	100	110	90	البصل الجاف
	Ail sec	430	496	364	الثوم الجاف
	Ail vert	108	122	94	الثوم الأخضر
	Carotte	69	77	61	الجزر
	Navet	93	103	83	لفت
	Petit pois	243	265	220	الجلبانة
	Fève verte	103	113	92	الفول الأخضر
	Courgette	99	110	88	الكوسة
	Haricot vert	270	295	244	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	118	130	105	الخس
Fruits frais	Pomme locale	459	583	336	التفاح المحلي
	Datte	540	666	415	التمر
	Orange	187	230	144	البرتقال
	Citron	156	174	139	الليمون
	Banane	403	417	389	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1687	1812	1563	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	385	398	373	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)

FORUM D'AFFAIRES ALGÉRO-POLONAIS

Vers des partenariats économiques plus denses

Un forum d'affaires algéro-polonais a été organisé, dimanche à Alger, lors duquel des opérateurs économiques des deux pays ont affiché leur volonté de nouer davantage de partenariats d'investissement et d'intensifier les échanges commerciaux bilatéraux. Ce forum a réuni plus de 140 opérateurs économiques algériens et une délégation d'hommes d'affaires polonais composée de représentants de 15 grandes entreprises polonaises activant dans divers domaines, notamment le bâtiment et les travaux publics, l'électricité, l'agriculture et la commercialisation des produits agricoles, les machines et équipements agricoles, les produits vétérinaires, la sidérurgie et le consulting.

Par Réda Hadi

Ce forum se veut être une véritable opportunité pour les entreprises polonaises et algériennes pour développer de nouveaux partenariats commerciaux, mettant en avant des secteurs clés tels que le BTP, l'électrique, les fruits et légumes, les machines et équipements agricoles, les produits vétérinaires, l'industrie de l'acier inoxydable et le consulting. La délégation polonaise est à la recherche d'opportunités de partenariat et d'investissement en Algérie, confirmant ainsi l'intérêt croissant des entreprises polonaises pour le marché algérien en plein essor. Cette visite témoigne de la volonté des deux pays de renforcer leur coopération bilatérale et de stimuler leurs échanges économiques. Kamel Hammeni, président de Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), a affirmé que les relations économiques entre les deux pays «témoignent d'une dynamique toujours grandissante». « Il s'agit à travers ce genre de rencontre d'étudier les potentialités d'augmenter nos échanges commerciaux qui se sont élevés en 2022 à 625 millions d'euros et constitue le 5e plus grand partenaire économique en Afrique ». Il a souligné la volonté d'intensifier les échanges économiques entre les deux pays "en vue de les hisser à

des niveaux plus importants", considérant que "le potentiel offert dans le domaine des échanges commerciaux et économiques devrait être exploité" Rabeh Fassih, directeur de la promotion et du soutien des échanges économiques au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, mettra en exergue «le contexte favorable grâce à de nouveaux instruments juridiques et le climat des affaires en Algérie : la nouvelle loi sur l'investissement, la loi sur la monnaie et le crédit et la loi sur l'octroi du foncier économique». Ce forum est également marqué par la dynamique de la coopération bilatérale à tous les niveaux. Les consultations politiques qui ont eu lieu à Alger les 14 et 15 mars dernier étaient imprégnées d'une dimension économique. L'organisation d'un forum d'affaires en marge des consultations a permis d'identifier les domaines de coopération et de partenariats essentiels : l'agriculture, l'agroalimentaire, l'hydraulique et les finances. M Fassih dira que «la volonté politique des deux pays vise à impulser la coopération économique et de saisir pleinement les opportunités de partenariats qui existent tenant compte des potentiels et les avantages comparatifs des deux pays qui ont été insuffisamment exploités. Les échanges commerciaux avec la Pologne au titre de l'année 2022

affichent un montant de 600 millions d'euros.

Il a augmenté de manière considérable mais reste malheureusement au regard des capacités des deux pays assez déséquilibré en défaveur de l'Algérie qui devrait bénéficier davantage des échanges et en valeur, et surtout les équilibrer». Ainsi, poursuit-il, «l'engagement affiché de part et d'autre pour aller de l'avant dans la consolidation des relations économiques va sans doute réaliser les objectifs.

De son côté, le chargé d'affaires à l'Ambassade de Pologne en Algérie, M. Przemyslaw Gumieła, a précisé que la tenue du Forum confirmait la dynamique que connaît les relations bilatérales, et l'intérêt des sociétés polonaises à développer les relations économiques et à investir en Algérie, relevant que le volume actuel des échanges "est susceptible d'augmenter compte tenu des capacités de l'Algérie, grand pays en Afrique, et de la Pologne en tant que puissance économique en Europe". Dans le futur, l'Ambassade prévoit de poursuivre cette démarche en organisant d'autres délégations similaires, dans le but de développer des coopérations mutuellement bénéfiques avec les partenaires algériens. Cette approche vise à renforcer les liens entre la Pologne et l'Algérie, et à favoriser le développement économique des deux pays.

RAPPORT DU GECF

L'Algérie 2^e plus grand fournisseur de l'Europe en gaz

L'Algérie consolide son classement de l'un des plus importants fournisseurs de l'Europe en gaz naturel, occupant la deuxième place après la Russie, avec 18% des approvisionnements européens chacun au cours des quatre premiers mois de 2024, selon le rapport mensuel du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF). Le même rapport souligne qu'en avril dernier, l'Italie représentait à elle seule 73 % des exportations totales de gaz algérien vers l'Union européenne, avec des importations en hausse de 6 % sur une base mensuelle, tandis que ses expéditions vers l'Espagne ont augmenté de 17 % au cours du même mois.

« Sur une base mensuelle, les approvisionnements en provenance d'Algérie ont connu une augmentation notable tout au long de 2024, tandis que les flux de pipelines en provenance de Norvège ont fluctué suite à la diminution de la production du pays en avril dernier en raison des activités de maintenance dans les champs », précise-t-on de même source.

Forum des pays exportateurs de gaz explique également que « l'augmentation des importations européennes de gaz via gazoducs au cours des quatre premiers mois de 2024 est due à une augmentation des approvisionnements en gaz russe dans la région de 21 % par rapport à la même période en 2023 ».

En février 2024, les exportations de GNL des pays membres (y compris les membres observateurs) du GECF ont augmenté de 0,30 Mt, soit une croissance de 1,9% sur un an, pour atteindre 15,98 Mt, est-il indiqué dans ce rapport publié sur le site-web du Forum. Cette augmentation a été tirée par l'Algérie, la Malaisie, le Mozambique, le Nigeria, le Qatar et les Emirats arabes unis, qui ont compensé la baisse des exportations de GNL de l'Angola, de l'Egypte et de Trinité-et-Tobago, explique le document relevant que de janvier à février 2024, les exportations de GNL du GECF ont augmenté de 4,0% (1,30 Mt de plus) pour atteindre 34,05 Mt.

Concernant l'Algérie, « l'augmentation des exportations de GNL était due à une activité de maintenance moindre par rapport à l'année passée », rappelant dans ce cadre qu'en février 2023, l'installation GNL de Skikda a fait l'objet d'une maintenance planifiée.

R.E.

ENTREPRENEURIAT

Forte adhésion des étudiants

La nouvelle orientation de l'Université algérienne reposant principalement sur l'Entrepreneuriat en vue de faciliter son intégration dans le décollage économique, connaît une "forte adhésion" des étudiants désireux de se lancer dans l'innovation et la concrétisation de leurs projets personnels, et ce à la faveur des mesures de soutien et de financement assurés par l'Etat, ont indiqué des chercheurs-universitaires.

Le chercheur et ex-Directeur général de l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et du développement technologique (ANVREDET), Nadjib Derouiche, a indiqué dans une déclaration à l'APS, que "les divers programmes de soutien nationaux, la facilité d'accéder au financement et les nombreux concours d'innovation, ont contribué, plus que jamais, à la vulgarisation de l'entrepreneuriat auprès des jeunes, la majorité des étudiants estimant que l'accom-

plissement personnel est le critère principal de succès dans leur première fonction, incarné, pour beaucoup d'entre eux, par une ferme volonté d'innover et de laisser son empreinte dans la société". Il a mis en avant la quête des étudiants d'une forme de liberté et de flexibilité incompatible avec le travail salarié, c'est pourquoi ils pensent à créer, selon lui, leurs propres entreprises pour un avenir différent et de nouvelles perspectives, soulignant que la culture des projets à l'université aide l'étudiant à développer son autonomie sa volonté et ses capacités de jeune entrepreneur.

Il a ajouté que ces jeunes actifs et entrepreneurs sont certainement appelés à la reconfiguration du monde, à travers leur désir d'acquiescer de l'expérience et de s'accomplir. De son côté, le chercheur et enseignant universitaire, Mohamed Meliani, a mis l'accent sur le rôle important de l'université dans la formation des

compétences en inculquant aux étudiants toutes les connaissances liées à la création de startup et en leur assurant le climat adéquat pour la concrétisation de leurs projets. Dans ce contexte, il a souligné l'importance d'adapter les programmes d'études à la nouvelle orientation et d'assurer une formation approfondie aux enseignants pour accompagner les étudiants dans l'exécution de leurs projets. A noter que le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique a œuvré, depuis l'élection du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune à la tête du pays, à associer l'université au décollage économique et à en faire un véritable moteur de développement en renforçant la recherche scientifique et l'innovation et en assurant les conditions de relance de l'entrepreneuriat et de développement des startups. Pour ce faire, et en application des engagements du Président de la République, le Gouvernement a ar-

rêté une série de réformes pour insuffler une nouvelle dynamique à l'université pour la formation de compétences hautement qualifiées, à même de s'adapter aux mutations en cours et aux exigences de l'économie nationale. Ces réformes ont conféré à l'université davantage de liberté et d'autonomie dans la prise de décision en matière de partenariat et de jumelage avec des universités étrangères. Dans ce contexte, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a fourni des structures de recherche scientifique et crée des espaces pour les incubateurs de projets et startup ainsi que des espaces pour les étudiants innovateurs et ce dans le cadre de la stratégie visant à accompagner les chercheurs et les innovateurs dans la création de projets porteurs de solutions aux différents problèmes de développement dans notre pays.

R.E.

TIARET

Campagnes de sensibilisation dans les marchés à bestiaux à l'occasion du Recensement général agricole

La direction des Services agricoles (DSA) de la wilaya de Tiaret a organisé, au marché hebdomadaire à bestiaux de la ville de Sougueur, une campagne de sensibilisation sur l'importance du Recensement général agricole (RGA), dont le lancement aura lieu demain dimanche, a-t-on constaté.

Des banderoles géantes ont été déployées à l'entrée de cet espace commercial, lors de cette action citoyenne au cours de laquelle le Berrah a été également sollicité pour informer du lancement de cette opération, à travers un langage simple et accessible, les éleveurs et à les sensibiliser de son importance à définir les contours d'une politique nationale du secteur. Parallèlement à cette action, des agents du secteur de l'Agriculture, vêtus de chasubles floquées du slogan de cette opération, ont procédé à la distribution de dépliants et répondu aux questions des personnes présentes sur les lieux, notamment ceux concernés par l'attestation du recensement, devant ouvrir droit au bénéfice des aides de l'Etat, a-t-on également constaté.

L'initiative a été marquée par une adhésion notable des personnes présentes au marché et par des agriculteurs qui ont exprimé à l'APS le souhait de voir le RGA contribuer à l'élaboration d'une politique claire du secteur de l'Agriculture, "susceptible de barrer la route aux opportunistes et à permettre aux vrais professionnels du secteur de bénéficier des aides de l'Etat", note-on.

La responsable de la communication à la DSA, Bakhta Safou, a expliqué que le choix s'est porté sur le marché à bestiaux de Sougueur du fait que cette structure commerciale attire de nombreux agriculteurs en provenance de diverses régions du pays.

Elle a, en outre, fait savoir que la campagne se poursuivra le long du déroulement du RGA, par l'organisation d'actions similaires au niveau des autres marchés de la wilaya, indiquant dans ce contexte que l'initiative s'inscrit dans le cadre d'un plan de communication mis en œuvre par la DSA au début de ce mois portant sur la diffusion d'émissions radiophoniques consacrées exclusivement à cet événement.

Selon la même source, l'Inspecteur général de la wilaya, Hezil Moussa, a supervisé, samedi, une réunion d'orientation ayant vu la présence de tous les acteurs de cette opération, au nombre de 271, et tous les agents de la DSA, faisant observer que la campagne de sensibilisation, à partir du marché de Sougueur, a fait l'objet d'une diffusion en direct sur les ondes de la Radio locale.

WILAYAS DE L'OUEST

Coup d'envoi du Recensement général de l'agriculture

Le coup d'envoi du Recensement général de l'agriculture (RGA) a été donné, dimanche dans les wilayas de l'Ouest sous la supervision des autorités locales, avec la mobilisation d'importants moyens humains et l'utilisation d'équipements technologiques modernes.

Dans la wilaya d'Oran, le wali Saïd Sayoud a supervisé le coup d'envoi de cette opération lancée, sous le slogan "Informations précises, développement durable", en présence des présidents des Assemblées populaires communales (P/APC), des chefs de daïras et des agents recenseurs. La directrice de wilaya des Services agricoles (DSA), Karima Amrani, a précisé à l'APS que le recensement cible dans la wilaya d'Oran un total de 8.650 exploitations agricoles réparties à travers 51 zones, indiquant que 51 agents recenseurs, 2 encadreurs et 11 contrôleurs ont été mobilisés pour la réussite de cette opération, au cours de laquelle une plateforme numérique a été mise en place pour répertorier toutes les données.

Dans la wilaya de Saïda, 15.300 exploitations agricoles sont concernées par cette opération, qui a vu la mobilisation de 74 agents, alors qu'à Tissemsilt 55 agents recenseurs, 11 contrôleurs et 2 encadreurs participent au recensement. Dans la wilaya de Tlemcen, ce ne sont

pas moins de 271 recenseurs, entre agents et contrôleurs, à avoir été réquisitionnés par les services compétents pour le bon déroulement de l'opération qui cible 46.247 exploitations agricoles, dont le point de départ a été lancé à partir de la ferme-pilote "Hama-douche", dans la commune de Chetouane.

Dans la wilaya d'Aïn Temouchent, les 76 agents sillonneront quelque 13.401 exploitations agricoles dans le cadre de cette opération, selon des données chiffrées communiquées par le DSA de cette collectivité locale, Ghali Boulennour.

A Tiaret, l'opération sera menée par 203 agents recenseurs et 48 contrôleurs qui auront à identifier et à répertorier l'ensemble des données concernant les 43.100 exploitations ciblées par le RGA. Par ailleurs, 142 agents de recensement et 35 contrôleurs ont été mobilisés dans la wilaya de Sidi Bel Abbes pour cette opération, dont le coup d'envoi a été donné à partir dans l'une des exploitations agricoles de la commune chef-lieu

de wilaya.

Dans la wilaya d'El Bayadh, un effectif total de 130 agents, dont 105 recenseurs, 22 contrôleurs et 2 encadreurs relevant de la DSA et du Haut-commissariat au développement de la steppe, des communes, de l'administration des Domaines et de la Chambre locale de l'agriculture, sont chargés de mener cette opération.

La wilaya de Mostaganem, où 27.000 exploitations sont ciblées, a mobilisé 170 agents, 32 contrôleurs et 2 observateurs pour cette action, qui est également marquée par la création de 10 centres de collecte et d'enregistrement des données dans la plateforme numérique créée spécialement à cet effet. Dans la wilaya de Relizane, le RGA a donné lieu à la mobilisation de 100 recenseurs, alors que dans la wilaya de Nâama 11.344 entités agricoles seront "visitées" par les agents réquisitionnés par les pouvoirs publics pour la réussite du RGA, troisième du genre à être organisé depuis l'indépendance, rappelle-t-on.

TÉBESSA

Acquisition de 5 équipements scanners au profit des établissements sanitaires

Cinq (5) équipements de scanner ont été acquis récemment au profit de plusieurs établissements hospitaliers de la wilaya de Tébessa, a révélé lundi le wali, Saïd Khelil. Supervisant au siège de la wilaya, la remise d'un équipement

scanner au profit de l'hôpital El Aouinet, le même responsable a fait état de l'acquisition, sur fonds de wilaya, de 5 équipements scanner dont la distribution a commencé le début de l'année en cours pour être mis en exploitation respectivement avant la fin

du premier semestre. L'hôpital de Bir El Ater avait bénéficié, depuis environ 3 mois, de l'entrée en service de cet important équipement (scanner), alors qu'il a été procédé, au début de la semaine en cours, à une opération de montage d'un équiper-

pement similaire à l'hôpital El Ougla en plus de celui de l'hôpital El Aouinet réceptionné lundi, en attendant l'octroi dans les prochains jours de 2 scanner pour les hôpitaux d'El Ouenza et Chéria, a précisé le même responsable.

BOUIRA

Lancement d'une vaste campagne de nettoyage à Tikjda

Une vaste campagne de nettoyage a été lancée lundi dans la station climatique Tikjda (Nord-est de Bouira) avec la participation des différents services de la wilaya, ainsi que d'associations, de clubs environnementaux et de nombreux citoyens, a-t-on constaté. La campagne, lancée par les autorités locales depuis la forêt de Slim, porte sur le nettoyage des différents coins et recoins de la station climatique de Tikjda, et vise à nettoyer les différents endroits de ce site touristiques et forestier, et à lutter contre les incendies de forêts notamment à l'approche de la saison estivale, a expliqué une responsable à la direction de l'environnement, Wissem Boussaid. Des sections

des scouts musulmans algériens (SMA) ainsi que les services de la sûreté, et de la gendarmerie nationale et autres services de la wilaya, et des dizaines de jeunes bénévoles, ont participé à cette campagne qui se poursuit toujours à Tikjda. Les services communaux d'El Asnam ainsi que l'Entreprise publique industrielle et commerciale (EPIC) "Nadhif" participent également à l'opération. La station climatique de Tikjda, culminant à plus de 1400 mètres d'altitudes, est un joyau touristique dont dispose la wilaya Bouira. Le site draine chaque hiver des milliers de touristes et visiteurs des différentes wilayas en quête de détente et de loisir. Malgré le grand nombre de campagnes de nettoyage et

de sensibilisation menée par les services de la wilaya et associations de la société civiles, le site est toujours en proie à la pollution née notamment des décharges sauvages et de jets d'ordures, dont des bouteilles, des sachets en plastique, des canettes de boissons, et autres déchets qui ternissent l'image de Tikjda. L'incivisme et l'insouciance de certains visiteurs et touristes sont derrière les déchets qui se propagent dans certains endroits de la station, regrettent les services de la wilaya. En mai 2023, quinze (15) tonnes de déchets avaient été collectées lors d'une opération nettoyage similaire menée du massif forestier s'étendant de la localité de Slim (commune de Haizer) jusqu'au massif de Tikjda.

LE VÔTRE EN FAIT CERTAINEMENT PARTIE

100 emplois qui seront remplacés par l'intelligence artificielle d'ici 2030

Les progrès de l'intelligence artificielle (IA) entraînent des changements majeurs sur le marché du travail, car de nombreux métiers traditionnels sont remplacés par des technologies automatisées. D'ici 2030, l'IA prendra en charge de nombreuses tâches qui étaient auparavant réservées aux travailleurs humains, transformant radicalement de nombreuses industries. Les technologies telles que l'apprentissage automatique, le traitement du langage naturel et les systèmes autonomes ont déjà un impact sur les lieux de travail et créent de nouvelles façons de travailler. Cet article explorera 100 métiers susceptibles d'être remplacés par l'IA d'ici 2030 et présentera des exemples concrets où cela se produit déjà.

1^{ère} partie

L'intelligence artificielle remplace déjà de nombreux métiers autrefois considérés comme irremplaçables. De Siri aux camions autonomes, l'IA change notre façon de travailler et de vivre. Les années à venir verront encore plus d'automatisation des emplois, il est donc temps de préparer l'avenir. Voyons quelles professions sont susceptibles de disparaître d'ici 2030 et comment vous préparer à ces changements.

1. Opérateurs téléphoniques et réceptionnistes

L'intelligence artificielle et les assistants virtuels tels que Siri, Alexa et Google Assistant prennent déjà le rôle d'opérateurs téléphoniques. La technologie de reconnaissance vocale permet de résoudre les problèmes sans assistance humaine, augmentant ainsi l'efficacité et réduisant les coûts pour les entreprises. Par exemple, des entreprises comme IBM utilisent Watson Assistant pour automatiser les appels d'assistance et améliorer l'expérience client. D'ici 2030, ces technologies deviendront encore plus sophistiquées et remplaceront complètement le besoin d'opérateurs humains (Source : IBM Watson Assistant).

2. Caissiers et vendeurs

Les caisses libre-service et les achats en ligne réduisent déjà le besoin de caissiers. Les magasins automatisés comme Amazon Go utilisent l'IA et la technologie des capteurs pour suivre les achats et automatiser la facturation. Les clients peuvent effectuer des achats sans faire la queue, ce qui augmente leur satisfaction et l'efficacité du magasin. Walmart a également introduit des caisses en libre-service qui réduisent le besoin de caissiers humains (Source : Amazon Go).

3. Chauffeurs de véhicules de livraison et de camions

Avec le développement des véhicules autonomes, les conducteurs professionnels appartiendront bientôt au passé. Des entreprises comme Tesla, Waymo et Uber testent déjà des voitures et des camions autonomes capables de livrer des marchandises de manière sûre et efficace sans avoir recours à un conducteur humain. Les véhicules autonomes réduisent les accidents de la route et augmentent l'efficacité des transports. Waymo, par exemple, exploite déjà des taxis autonomes à Phoenix, prouvant que la tech-

nologie fonctionne dans le monde réel (Source : Waymo).

4. Ouvriers de production

Les robots industriels tels que ceux développés par ABB remplacent déjà de nombreux travailleurs du secteur manufacturier. Ces robots peuvent travailler 24h/24 et 7j/7 sans repos, augmentant ainsi la productivité et réduisant les coûts. L'automatisation de la production permet une production de produits plus rapide et plus précise. Foxconn, qui fabrique des appareils électroniques pour Apple, utilise déjà des milliers de robots pour assembler les iPhones (Source : ABB Robotics).

5. Teneurs de livres et comptables

Les tâches comptables telles que la tenue de livres et la préparation des rapports financiers seront automatisées à l'aide de logiciels de comptabilité avancés et de l'IA. Des programmes comme QuickBooks proposent déjà des solutions automatisées qui réduisent le besoin de comptables humains. D'ici 2030, l'IA sera capable de traiter automatiquement des tâches financières encore plus complexes, de réduire les risques d'erreurs et d'augmenter la précision des rapports financiers. Des entreprises comme Xero utilisent déjà l'IA pour automatiser les tâches comptables (Source : QuickBooks).

6. Agents d'assurance

Les plateformes d'IA et d'assurance numérique permettent aux clients de sélectionner et de souscrire eux-mêmes une assurance. Les chatbots et les algorithmes peuvent analyser les données et proposer des plans d'assurance personnalisés, réduisant ainsi le besoin d'agents d'assurance. Les systèmes d'IA comme Lemonade proposent déjà des services d'assurance entièrement numérisés. D'ici 2030, les agents d'assurance seront largement remplacés par des solutions automatisées, ce qui augmentera l'accessibilité et l'efficacité des services d'assurance (Source : Lemonade).

7. Travailleurs des centres d'appels

Les chatbots et les assistants IA tels qu'IBM Watson prennent en charge de nombreuses tâches des employés des centres d'appels. Ces systèmes peuvent gérer les questions et problèmes courants, réduisant ainsi le besoin d'assis-

tance humaine. D'ici 2030, la plupart des services d'assistance seront automatisés, réduisant ainsi le besoin en personnel des centres d'appels. Des entreprises comme LivePerson utilisent déjà l'IA pour améliorer le service client et réduire les coûts (Source : IBM Watson).

8. Employés de banque

Les services bancaires en ligne et l'analyse de l'IA permettent aux clients d'effectuer la plupart des services bancaires sans se rendre en succursale. Les applications mobiles et les assistants numériques peuvent gérer les paiements, les virements et même les conseils financiers. D'ici 2030, la plupart des services bancaires seront entièrement numérisés. Les clients pourront effectuer des services bancaires à tout moment et en tout lieu sans avoir besoin de se rendre à la banque. Les solutions d'IA comme Erica, utilisées par Bank of America, proposent déjà des services financiers personnalisés (Source : Bank of America).

9. Journalistes et rédacteurs de nouvelles

Les algorithmes de génération d'actualités tels qu'OpenAI GPT-3 rédigent déjà des actualités et des rapports de base. L'IA peut analyser rapidement de grandes quantités de données et créer du contenu en temps réel. D'ici 2030, les tâches journalistiques courantes telles que la rédaction de rapports et de courts articles seront largement automatisées. L'intelligence artificielle permettra de rendre compte rapidement et précisément des événements et réduira le besoin de journalistes humains pour les tâches de routine (Source : OpenAI).

10. Infirmières auxiliaires

Même si le contact humain sera toujours important en soins infirmiers, de nombreuses tâches de routine seront automatisées. Des robots comme Pepper peuvent surveiller les patients, effectuer des examens de base et fournir des informations. Les systèmes d'IA tels qu'IBM Watson Health aident déjà les médecins à établir des diagnostics et des traitements. L'automatisation réduira la charge de travail du personnel médical et augmentera l'efficacité des soins médicaux. Des robots comme TUG contribuent déjà aux tâches logistiques dans les hôpitaux (Source : IBM Watson Health).

11. Analystes de marché

Les outils d'analyse de données d'IA comme Tableau remplacent déjà les analystes de marché. Ces systèmes peuvent analyser rapidement les tendances du marché, le comportement des clients et les données concurrentielles. D'ici 2030, les analystes de marché s'appuyant sur l'analyse manuelle des données deviendront rares. L'automatisation permettra de prendre des décisions basées sur des données plus rapides et plus précises. Les solutions d'IA comme Google Analytics offrent déjà des informations approfondies sur les données clients (Source : Tableau).

12. Transcriptionnistes

Les programmes de reconnaissance vocale tels que Dragon NaturallySpeaking remplacent déjà les transcriptionnistes. Ces programmes peuvent transcrire rapidement et précisément les enregistrements vocaux en texte. Grâce aux progrès du langage naturel et de la reconnaissance vocale, la plupart des transcriptions seront automatisées d'ici 2030. Cela permettra un traitement plus rapide et plus précis des enregistrements vocaux. Les outils d'IA comme Otter.ai offrent déjà une grande précision de transcription. Après tout, YouTube lui-même génère automatiquement des sous-titres pour la plupart des langues, et ce avec une grande précision.

13. Agents de voyages

Les plateformes de réservation en ligne telles que Booking.com, Expedia et Airbnb permettent aux utilisateurs de planifier et de réserver eux-mêmes leurs voyages. Les algorithmes d'IA peuvent proposer des recommandations personnalisées basées sur les préférences des clients, réduisant ainsi le besoin d'agents de voyages. Les services numériques offrent des comparaisons de prix et des options simples et rapides, ce qui est beaucoup plus pratique pour les consommateurs modernes. D'ici 2030, les agents de voyages traditionnels disparaîtront presque complètement, les clients préférant utiliser des systèmes automatisés pour planifier leurs voyages. Par exemple, des plateformes en ligne telles que TripIt et Skyscanner utilisent déjà l'IA pour optimiser les projets de voyage et trouver les meilleures offres (Source : TripIt, Skyscanner). (A suivre)

ÉMIRATS
ARABES UNIS**Les salariés
du privé ont
augmenté de
10,5%**

Le nombre d'employés dans le secteur privé aux EAU a augmenté de 10,5% en 2023, et les processus d'émiratization et de féminisation de la population active accélèrent.

Le nombre d'émiriens dans la population active a grimpé de 157% entre 2021 et 2023, et la participation des femmes dans le secteur privé a augmenté de 23,1%. Pour rappel, les Emirats ont mis en place un programme d'émiratization de leur économie afin d'accélérer leur diversification et la montée en compétence de leur population, qui visait en 2021 de passer de 38 000 émiriens dans le secteur privé à 75 000 en 2026 : l'objectif a déjà été dépassé à la fin de 2023, avec 90 000 employés, malgré des difficultés liées aux prétentions salariales et aux contraintes imposées aux entreprises étrangères.

Du point de vue des finances publiques, le fonds souverain stratégique Mubadala atteint 302 milliards de dollars d'actifs sous gestion, et prévoit de doubler la taille de son portfolio d'ici 10 ans. Le taux de retour sur investissement du fond s'établit à 10,3% en 2023, en hausse par rapport à l'année précédente (8,5%). Mubadala est le deuxième plus grand fonds souverain d'Abu Dhabi après ADIA. Il a été fondé pour aider la diversification de son économie à travers des investissements stratégiques ciblés, comme l'intelligence artificielle ou l'énergie verte.

Dans les transports, le géant des services d'aviation dnata, filiale d'Emirates Group, a annoncé étudier de nombreuses opportunités de fusion et acquisitions après l'annonce de ses excellents résultats sur l'année 2023, qui a vu ses profits quadrupler. Le PDG de dnata a indiqué qu'il s'intéressait principalement à des entreprises de petite ou moyenne taille, et souligné les opportunités de croissances offertes par l'Amérique du Sud

MALGRÉ LES DÉFIS

**L'économie égyptienne a réalisé
des taux de croissance positifs**

L'économie égyptienne a enregistré des taux de croissance positifs malgré les défis, a déclaré la ministre du Plan et du Développement économique, Hala El-Saïd, également PDG du Fonds souverain d'Égypte, en marge de sa participation aux réunions de printemps du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale à Washington.

Malgré les défis, l'économie égyptienne a réalisé des taux de croissance positifs de 5,6% en 2018/2019, 3,6% en 2019/2020, 3,3% en 2020/2021, 6,6% en 2021/2022 et 3,8% en 2022/2023 respectivement, a rappelé Mme El-Saïd, évoquant le programme égyptien de réformes structurelles lancé en 2021, après la réussite du programme de 2016. Elle a passé en revue les opportunités d'investissement en Égypte, et abordé le rôle et les responsabilités du ministère du Plan et du Développement économique chargé de mettre en place des plans à long, moyen et court termes, de préparer le plan d'investissement annuel en coordination avec les autres ministères, de suivre les objectifs de la vision Égypte 2030 et de réaliser les objectifs du développement économique. La ministre du Plan a abordé les défis auxquels les pays du monde entier ont été confrontés, dont l'Égypte comme le coronavirus, la guerre en Ukraine, la crise énergétique en Europe, les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales, la

hausse des prix du transport, les pénuries de marchandises, la hausse du taux d'inflation et les changements climatiques.

Les principaux objectifs du programme de réforme égyptien consistaient à renforcer la résilience de l'économie et sa capacité à absorber les chocs internes et externes, consolider la capacité de l'économie à générer des emplois décents, rendre l'économie plus productive et maximiser sa compétitivité et remédier aux déséquilibres économiques, a-t-elle expliqué.

Concernant les principaux axes du programme, la ministre a déclaré qu'il d'agissait d'améliorer l'environnement des affaires, de renforcer le rôle du secteur privé, de consolider l'efficacité du marché du travail et de développer le capital humain.

Elle a souligné l'importance d'œuvrer en vue de renforcer la croissance économique pour arriver à des taux de 7 ou 8% en renforçant les principaux secteurs, dont l'agriculture, l'industrie, les télécommunications et les technologies de l'information, et en aug-

mentant leur contribution à l'économie de 25% à 35% d'ici 2027.

Malgré le ralentissement prévu du taux de croissance économique en 2024 selon les estimations du Fonds monétaire international, en raison de la guerre en cours à Gaza, la croissance attendue restera supérieure à celles des acteurs régionaux, notamment en Afrique et au Moyen-Orient.

En ce qui concerne le commerce extérieur de l'Égypte, Mme El-Saïd a souligné que le pays bénéficie d'accords de libre-échange avec des exonérations fiscales de 100 %, dispose d'un marché local prometteur comprenant 105,3 millions d'habitants, et a accès à un marché international de 2 milliards de consommateurs grâce à plusieurs accords de libre-échange.

Dans son allocution, la ministre du Plan et du Développement économique a passé en revue l'environnement d'investissement en Égypte et les incitations qu'il offre, et évoqué le développement des investissements directs étrangers dans le pays.

TUNISIE

Rebond modéré de l'économie

Dans son dernier bulletin de conjoncture économique, la Banque mondiale a confirmé que la reprise économique de la Tunisie s'est fortement ralentie en 2023 dans un contexte de sécheresse sévère, de conditions de financement strictes et d'un rythme de réformes peu soutenu de la mise en œuvre des réformes.

Avec ce ralentissement, l'économie tunisienne en 2023 était encore en dessous du son niveau d'avant-Covid, marquant l'une des reprises les plus lentes de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Face aux contraintes conjoncturelles nationales et internationales, la Banque mondiale prévoit un rebond modéré de l'économie avec un taux de croissance de 2,4% en 2024 et de 2,3% en 2025-26.

«Ces prévisions de croissance sont soumises à

des risques baissiers importants liés aux conditions de financement extérieur, à l'évolution de la sécheresse et au rythme des réformes budgétaires et pro-concurrentielles».

L'institution estime que le financement des déficits nécessitera une augmentation significative du financement extérieur face au lourd calendrier de remboursement de la dette. «Si le rythme de mise en œuvre des réformes et le niveau de financement sont suffisants, nous prévoyons un maintien de la croissance à moyen terme ainsi qu'une certaine stabilisation des déséquilibres macroéconomiques et budgétaires». Ces perspectives à moyen terme sont toutefois conditionnées à la poursuite d'un rythme de réformes ambitieux, à un financement suffisant et à la stabilité des prix internationaux de l'énergie, du pétrole en particulier.

La Tunisie devrait ainsi déployer des efforts supplémentaires pour amortir les chocs endogènes et exogènes à travers des mesures correctives et proactives, qui s'étalent sur le court et long terme. C'est dire que la Tunisie, à l'instar des pays voisins, n'est pas épargnée par certains défis qui menacent tant sa stabilité macroéconomique que sa croissance économique. Ces défis sont fortement associés aux remous géopolitiques, aux changements climatiques, à l'endettement excessif, aux progrès technologiques... Afin d'éviter ces aléas, les décideurs doivent améliorer les indicateurs économiques, du climat des affaires, de l'investissement étranger, de la croissance...etc., et ce, afin de stabiliser l'économie nationale par la correction des anomalies qui peuvent menacer son équilibre macroéconomique.

ARABIE SAOUDITE

**Le ministre saoudien de l'Environnement et de l'Eau dirige
la délégation du Royaume au Forum mondial de l'eau**

Le ministre saoudien de l'Environnement, de l'Eau et de l'Agriculture, Abdelrahman al-Fadhli, dirige la délégation du Royaume participant au 10e Forum mondial de l'eau. Le ministre saoudien de l'Environnement, de l'Eau et de l'Agriculture, Abdelrahman al-Fadhli, dirige la délégation du Royaume participant au 10e Forum mondial de l'eau. (Agence de presse saoudienne) Le Royaume a contribué à placer les questions de l'eau en tête de l'agenda international – une décision qu'il a adoptée lors de l'accueil du G20 en 2020

Il a mis en place des plans stratégiques pour garantir la sécurité de l'eau, renforcer les partenariats avec les institutions mondiales et scientifiques et consolider les capacités. Le forum, inauguré par le président indonésien Joko Widodo, a débuté samedi et se poursuivra jusqu'au 25 mai, en présence de chefs

d'État et de gouvernement, de ministres et de responsables de 180 pays et de 250 organisations internationales.

Une délégation de haut niveau représente le secteur de l'eau au sein du Royaume. Elle participera à une exposition qui met en valeur ses efforts dans le développement de l'industrie de l'eau à travers ses contributions régionales et internationales.

Un dialogue sera également organisé en marge du forum en préparation de l'accueil par le Royaume de la 11e session du Forum mondial de l'eau en 2027 à Riyad, sous le slogan «Action pour un avenir meilleur».

L'organisation de l'événement par le Royaume constitue également «une confirmation du rôle de l'Arabie saoudite dans le règlement des problèmes d'eau dans le monde et de son engagement en faveur des questions de durabilité environnementale, sur la base des services

qu'elle a offert, au cours de décennies d'expérience mondiale pionnière, en matière de production, de transport, de distribution d'eau et de solutions techniques innovantes à ses défis», rapporte l'Agence de presse saoudienne. Le Royaume a contribué à placer les questions de l'eau en tête de l'agenda international – une décision qu'il a adoptée lors de l'accueil du G20 en 2020 – et à mettre en place des plans stratégiques pour garantir la sécurité de l'eau, renforcer les partenariats avec les institutions mondiales et scientifiques et consolider les capacités à tous les niveaux, ajoute la SPA. Le forum de cette année se déroule sous le slogan «L'eau pour une prospérité partagée» et abordera plusieurs sous-thèmes, notamment la sécurité et la prospérité de l'eau, la réduction et la gestion des risques de catastrophe et l'hydrodiplomatie.

MINES

Le marché mondial des minerais critiques devrait plus que doubler d'ici 2040, à 770 milliards \$

Un rapport souligne que la baisse des prix des minerais nécessaires à la transition énergétique enregistrée en 2023 s'explique principalement par une forte augmentation de la production, notamment en Afrique, en Indonésie et en Chine.

La valeur de marché des minerais critiques devrait passer de 325 milliards de dollars actuellement à l'heure actuelle à 770 milliards en 2040 dans le scénario « Zéro émission nette » (Net Zero Emission/NZE), qui prévoit l'atteinte de l'objectif de la neutralité carbone à l'horizon 2050, a estimé l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans un rapport publié le 17 mai. Intitulé « Global Critical Minerals Outlook 2024 », le rapport explique que cette hausse de la valeur de marché de ces minerais nécessaires à la transition énergétique, dont le lithium, le cobalt, le cuivre et le nickel et les éléments de terres rares est essentiellement due à l'augmentation attendue de la demande mondiale dans un contexte de décarbonation à marche forcée.

Dans son scénario « Politiques annoncées à ce jour » (Stated Policies Scenario /STEPS), l'AIE s'attend à ce que la demande mondiale de minerais critique double d'ici 2030. Dans le scénario NZE, cette demande devrait tripler d'ici 2030 et quadrupler d'ici 2040. La demande mondiale du lithium pourrait se multiplier par 9 d'ici 2040 dans le scénario NZE et par 5 dans le scénario STEPS. La demande de nickel, du cobalt et des éléments des terres rares devrait également connaître une croissance robuste allant de 65 à 80 % d'ici 2040 dans le scénario STEPS.

Qui abrite et qui possède les gisements de minerais stratégiques ?

Une analyse détaillée suggère que les projets annoncés sont suffisants pour satisfaire seulement 70 % des besoins en cuivre et 50 % des besoins en lithium en 2035 dans un scénario où les pays du monde entier atteignent leurs objectifs nationaux en matière de climat.

Les soldes pour le nickel et le cobalt semblent serrés si l'on prend en considération les projets confirmés. Ils sont cependant meilleurs si l'on inclut les projets qui sont actuellement en phase de prospection.

Le graphite et les terres rares ne seront peut-être pas confrontés à des problèmes de volume d'approvisionnement, mais ces minerais sont parmi les plus problématiques en termes de concentration du marché : plus de 90 % du graphite de qualité batterie et 77 %



des terres rares raffinées seront produits en Chine en 2030.

800 milliards \$ d'investissements sont nécessaires d'ici 2040

En 2023, la demande mondiale de minerais et métaux critiques a déjà connu une forte hausse : + 30% pour le lithium (principalement à destination des batteries de véhicules électriques), + 8% à 15% pour le nickel, le cobalt, le graphite et les terres rares. L'adoption croissante des voitures électriques (près de 14 millions de ventes dans le monde en 2023, soit + 35% par rapport à 2022) explique en partie cette hausse de la demande, tout comme les importantes installations de capacités éoliennes et solaires et l'extension des réseaux de transmission d'électricité. Malgré l'augmentation soutenue de la demande, le marché des minerais et métaux critiques reste instable, avec une forte chute des prix en 2023 après deux années de très forte hausse. L'indice des prix des minerais de la transition énergétique (Energy Transition Mineral Price Index) de l'AIE a ainsi triplé dans les deux années suivant janvier 2020 avant de revenir quasiment à son niveau initial fin 2023. Les prix du cuivre sont restés à des niveaux élevés alors que les cours des minerais utilisés dans la fabrication des batte-

ries électriques ont connu des baisses particulièrement importantes. Le prix du lithium a chuté de 75 % et les prix du cobalt, du nickel et du graphite ont baissé de 30 à 45 %, ce qui a contribué à faire baisser le prix des batteries de 14 %.

La baisse des prix enregistrée durant l'année écoulée en dépit de la hausse de la demande s'explique essentiellement par l'augmentation de la production, notamment en Afrique, en Indonésie et en Chine.

Le rapport souligne dans ce cadre que la chute des prix des minerais et métaux nécessaires à la transition énergétique constitue une arme à double tranchant. Il s'agit d'une aubaine pour le déploiement des énergies propres, mais aussi d'un fléau pour les investissements dans les minerais critiques. En 2023, les investissements dans l'extraction des minerais critiques ont augmenté de 10 % et les dépenses d'exploration ont progressé de 15 % - ce qui représente un rythme de croissance plus lent que celui enregistré en 2022.

Selon les estimations de l'AIE, près de 800 milliards de dollars d'investissements dans l'extraction de ces ressources clés seraient nécessaires d'ici 2040, dont 492 milliards de dollars rien que pour le cuivre, pour rester sur la trajectoire d'un scénario d'un réchauffement climatique mondial de + 1,5°C.

SÉNÉGAL

3 investisseurs accordent un prêt de 94,5 millions \$ à Sonatel

Proparco, la British International Investment et la Société financière internationale ont conjointement alloué une ligne de crédit à Sonatel pour renforcer ses infrastructures, tours et câbles au Sénégal. Le prêt est conditionné par des critères liés à la prise en compte du genre et au renforcement du numérique au sein de l'entreprise.

Sonatel a signé vendredi 17 mai un accord de prêt en monnaie locale, d'un montant équivalent à 87 millions d'euros (environ 94,5 millions USD), avec Proparco, la British International Investment et la Société financière internationale. Ces 3 institutions financières ont respectivement apporté 30 millions €, 25 millions € et 32 millions € pour financer l'extension des infrastructures, tours et câbles du groupe télécoms au Sénégal, principalement dans les zones rurales du pays. Le coût de cette ligne de crédit est conditionné à la réalisation d'objectifs mesurables liés à des critères de développement durable. Il est assorti de 2 conditions portant sur la prise en compte du genre, à travers le renforcement de la présence de femmes aux postes de direction de Sonatel, et le renforcement des formations au numérique au sein de l'entreprise.

« Ce prêt s'inscrit dans notre objectif d'investir davantage en Afrique de l'Ouest francophone, et prioritairement dans le domaine des infrastructures numériques », a commenté Chris Chijutomi, responsable Afrique du britannique BII.

Sonatel, filiale du groupe français Orange, a dégagé un résultat net consolidé en hausse de 19%, à 331,7 milliards FCFA au terme de l'année 2023. Cotée sur la Bourse régionale des valeurs mobilières, ce groupe télécoms est l'un des leaders sur ses marchés africains, principalement dans les domaines de la téléphonie mobile, du mobile money et de l'internet

OUGANDA

ElectriFI investit 1,6 million \$ dans la mobilité électrique

Les investissements d'ElectriFi se concentrent en général sur les solutions d'accès à l'électricité propre, principalement dans les zones rurales. Ce nouvel investissement marque donc l'élargissement du champ d'action du programme qui veut encourager la décarbonation.

Le programme de financement de l'électrification soutenu par l'Union euro-

péenne, ElectriFI a annoncé le 16 mai un investissement de 1,6 million \$ dans GOGO Electric, anciennement Bodawerk, la principale entreprise de mobilité électrique (e-mobilité) en Ouganda. Cet investissement marque les premiers pas d'ElectriFI dans le domaine de l'e-mobilité et illustre, selon le programme, son engagement à soutenir des solutions transformatrices qui répondent aux défis

climatiques et favorisent la croissance économique dans les pays en développement. « Nous sommes reconnaissants du soutien d'ElectriFI. Cet investissement est une formidable validation de notre vision qui consiste à révolutionner le secteur des transports en Ouganda grâce à des solutions de-mobilité durables », a déclaré Jakob Hornbach, fondateur et PDG de GOGO Electric.

Depuis sa fondation en 2017, GOGO Electric est présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur de l'e-mobilité, comprenant l'assemblage local de batteries et de motos électriques, ainsi qu'un réseau d'échange de batteries. L'entreprise met en place également la première usine semi-automatisée de batteries lithium-ion du continent, avec une capacité annuelle potentielle de 60 000 batteries.

POINT MARCHÉS

Wall Street vue en hausse, l'optimisme soutient métaux et actions

Wall Street est attendue en hausse lundi, tandis que les indices européens progressent à mi-séance, l'optimisme des investisseurs sur la trajectoire économique et monétaire soutenant les actifs.

Les futures sur indices new-yorkais suggèrent une ouverture de Wall Street dans le vert, le Dow Jones progressant de 0,03%, tandis que le Standard & Poor's 500 prend 0,12% et le Nasdaq 0,2%.
À Paris, le CAC 40 avance de 0,33% à 8.194,59 points vers 10h12 GMT. Le Dax à Francfort s'octroie 0,39%, contre 0,23% pour le FTSE à Londres.
L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 se hisse de 0,16%, contre 0,12% pour l'EuroStoxx 50 et 0,17% pour le Stoxx 600.
Les marchés poursuivent leur lancée en l'absence de nouvelles données, le dernier chiffre d'inflation CPI, publié mercredi dernier, alimentant l'espoir d'une baisse prochaine des taux de la Réserve fédérale qui soutiendrait l'économie américaine et mondiale.

Ajoutant à l'optimisme, la Chine a dévoilé de nouvelles mesures de soutien à son secteur immobilier, alors que la deuxième économie mondiale demeure embourbée dans une crise immobilière depuis 2021. Ces nouvelles encourageantes soutiennent les actifs risqués ainsi que les matières premières, le prix du cuivre, un métal essentiel à l'industrie et donc considéré comme un bon indicateur de la santé de l'économie mondiale, ayant inscrit lundi un record à la Bourse des métaux de Londres.

Deux rendez-vous pourraient néanmoins inciter à la prudence cette semaine. Le compte-rendu de la dernière réunion de politique monétaire de la Fed sera publié mercredi, et permettra de jauger du biais au sein du FOMC, le comité chargé de fixer les taux. Un positionnement accommodant serait d'autant mieux accueilli que les membres du Conseil des gouverneurs de la banque centrale ont cherché à tempérer l'optimisme des investisseurs.

Côté entreprises, les résultats de Nvidia seront également publiés mercredi, alors que le thème de l'intelligence artificielle continue de soutenir les actions américaines.

Une déception sur les chiffres du fabricant de semi-conducteurs pourrait peser

sur l'ensemble des valeurs exposées à la technologie.

MÉTAUX

L'or et le cuivre ont atteint des records lundi, soutenus par les perspectives d'un assouplissement de la politique monétaire aux États-Unis et d'un rebond de l'économie chinoise. Le cuivre est également tiré à la hausse par les acheteurs systématiques, qui cherchent à capter la performance du métal.

L'or prend 1,09% à 2.441,21 dollars l'once, après avoir inscrit un record à 2.449,83 dollars.

Les contrats à terme sur le cuivre cotés au London Metal Exchange ont atteint un record à 11.104,50 dollars la tonne en début de séance.

Les valeurs à suivre à wall street

Apollo Global Management et Sony Pictures Entertainment ont signé des accords de confidentialité qui leur permettront d'examiner les comptes de Paramount avant une offre potentielle, mais ont renoncé à faire une offre en numéraire sur le groupe, a rapporté le New York Times vendredi.

Les valeurs à suivre en europe

Sur le Stoxx 600, l'indice des ressources de base gagne 0,79% et celui de l'énergie 0,59% grâce aux mesures de relance dans l'immobilier décidées par la Chine.

Scor recule de 3,11% après qu'UBS a abaissé son objectif de cours sur le réassureur.

EPC Groupe recule de 4,29%, la société de fabrication et distribution d'explosifs ayant annoncé lundi avoir fait l'objet d'une perquisition de la part de l'Autorité de la concurrence française.

Richemont progresse de 5,31%, l'une des meilleures performances du Stoxx 600, après que Jefferies et UBS ont relevé leurs objectifs de cours sur le groupe de luxe. La société britannique de jeu vidéo Keywords Studios s'envole de 62,59% après la confirmation par le fonds d'investissement EQT de discussions avancées en vue de son rachat pour 2,2 milliards de livres.

Taux

Les rendements varient peu en l'absence de catalyseurs.

Le rendement du dix ans allemand est stable à 2,52%, celui du taux à deux ans se maintient à 2,984%.

Le rendement du Treasury à dix ans est inchangé à 4,4179%, tandis que le deux ans demeure à 4,8201%.

Changes

Les marchés de change sont attentistes, aucun indicateur n'étant attendu ce jour alors que se profile la publication du compte-rendu de la dernière réunion de politique monétaire de la Fed, attendue

mercredi.

Le dollar avance de 0,03% face à un panier de devises de référence, l'euro est inchangé à 1,0869 dollar, comme la livre sterling, à 1,2699 dollar.

Pétrole

Les marchés du brut digèrent les dernières informations en provenance d'Iran et d'Arabie Saoudite, deux des plus importants producteurs mondiaux, après le décès du président iranien et des inquiétudes sur l'état de santé du roi saoudien. Le Brent s'érode de 0,23% à 83,79 dollars le baril, le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) décline de 0,36% à 79,77 dollars

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 20 Mai 2024
Valeur : 22 Mai 2024

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	134.2563	134.2713
1	EUR EURO	145.9232	145.9932
1	GBP POUND STERLING	170.4193	170.4816
100	JPY JAPANESE YEN	86.2276	86.2427
1	CNY CHINESE YUAN	18.5642	18.5668
1	CHF SWISS FRANC	147.5344	147.6320
1	CAD CANADIAN DOLLAR	98.6091	98.6274
1	DKK DANISH KRONE	19.5618	19.5651
1	SEK SWEDISH KRONA	12.5535	12.5571
1	NOK NORWEGIAN KRONE	12.5806	12.5851
1	AED UAE DIRHAM	36.5502	36.5573
1	SAR SAUDI RIYAL	35.7969	35.8028
1	KWD KUWAITI DINAR	437.3169	437.5083
1	TND TUNISIAN DINAR	42.8827	43.3137
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	13.4702	13.4717
1	LYD LIBYAN DINAR	27.4272	27.5677
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.5349	3.5353
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	177.7351	177.7351

La Bourse de Paris monte de 0,23%, début de semaine peu animé

La Bourse de Paris progresse légèrement lundi matin, au début d'une séance qui s'annonce peu animée en raison d'un jour férié en France et d'un agenda comportant seulement quelques prises de paroles de banquiers centraux américains. L'indice vedette CAC 40 progressait de 20,53 points à 8188,03 points vers 09H35. Vendredi, il a terminé en recul de 0,26% et bouclé la semaine sur une baisse de 0,63%.

À New York, les indices boursiers ont terminé en ordre dispersé, vendredi, à l'issue d'une séance sans entrain, après des records enregistrés au cours de la semaine sur les Bourses américaine, française, allemande et britannique. Le début de semaine s'annonce peu animé en l'absence d'indicateurs ou d'événements

économiques majeurs. Le principal événement macroéconomique sera la publication mercredi du compte rendu de la dernière réunion de la Réserve fédérale (Fed) américaine. «Il est difficile d'imaginer qu'il contiendra de nouveaux éléments, d'autant plus que depuis la réunion» ont été publiés les chiffres des prix à la consommation et des prix de gros, soulignent les analystes de Deutsche Bank. «Peut-être que la semaine chargée en prises de parole de membres de la Fed s'avérera plus intéressante», selon eux. En effet, rien que lundi s'exprimeront le président de la Réserve fédérale (Fed) d'Atlanta, Raphael Bostic, le vice-président de la Fed chargé de la régulation financière, Michael Barr, le gouverneur de la Fed Christopher Waller et

le vice-président de la Fed Philip Jefferson. En plus des «Minutes» de la Fed, seront publiés mercredi l'inflation au Royaume-Uni et les résultats du géant américain de puces Nvidia. «Souvenez-vous, l'année dernière à la même époque, la frénésie générale autour de l'intelligence artificielle a commencé au moment des résultats de Nvidia, quand l'action avait grimpé de plus de 20% ce jour-là et a maintenant triplé en 12 mois», rappellent les analystes de Deutsche Bank.

Jeudi seront divulgués les indices d'activité PMI de mai pour plusieurs pays de la zone euro et pour les États-Unis. Puis, vendredi, il sera question des chiffres définitifs de la croissance allemande au premier trimestre. Sur le marché obliga-

taire, le taux d'intérêt de l'emprunt de l'État français à dix ans se situe toujours autour de 3%.

Renault roule avec Luca de Meo

Luca de Meo va exercer un deuxième mandat de quatre ans à la tête de Renault, a confirmé le constructeur automobile vendredi, alors que la rémunération du dirigeant a été contestée par plus d'un quart de ses actionnaires. Par ailleurs, les discussions ont échoué entre Renault et Volkswagen pour une éventuelle collaboration autour d'une voiture électrique d'entrée de gamme, a indiqué vendredi une source au sein du constructeur français. L'action du constructeur automobile reculait de 0,32% à 50,04 euros.

SELON L'ONU

Le changement climatique et les guerres mettent en péril le commerce international

Les guerres en Ukraine et à Gaza provoquent des "perturbations" sur le canal de Suez, en mer Rouge et en mer Noire, tandis que le réchauffement climatique entraîne des réductions du trafic sur le canal de Panama.

Le changement climatique ainsi que les guerres en Ukraine et à Gaza mettent en péril le commerce international en perturbant le transport maritime, a estimé dimanche une responsable de l'ONU depuis le canal de Panama. "Nous avons d'un côté la géopolitique et de l'autre le changement climatique, qui affectent les principales routes maritimes du monde", a déclaré Rebeca Grynspan, secrétaire générale de la Cnuced, l'agence onusienne chargée du Commerce et du Développement.

Ces deux conflits provoquent des "perturbations" sur le canal de Suez, en mer Rouge et en mer Noire, tandis que le réchauffement climatique entraîne des réductions du trafic sur le canal de Panama, a détaillé Rebeca Grynspan. Ces "perturbations (...) nous affectent tous, elles génèrent des goulots d'étranglement très importants" et ont un "impact sur l'inflation internationale et les prix des biens les plus essentiels", a-t-elle ajouté, rappelant que 80% du commerce mondial repose sur le transport maritime.

Moins de traversées de bateaux quotidiennes du canal de Panama

Quelque 6% du commerce maritime mondial passe par le canal de Panama, dont les autorités ont relevé jeudi de 27 à 31 le



nombre de traversées de bateaux quotidiennes, un chiffre moindre par rapport à celui d'avant la sécheresse en cours dans le pays (39). Contrairement au canal de Suez, le canal de Panama n'utilise pas de l'eau de mer mais de l'eau douce issue des pluies pour son fonctionnement, ce qui le rend plus vulnérable au réchauffement qui peut se traduire par une réduction des précipitations.

Face à cette situation, le Mexique a inauguré en décembre une voie ferrée censée être une alternative au canal de Panama. De son côté, le Honduras a présenté en février un projet de construction d'un che-

min de fer pour des trains de fret entre les océans Pacifique et Atlantique. Mais Tegucigalpa manque de financement. Jan Hoffmann, chef du Commerce et de la Logistique à la Cnuced, a cependant souligné que le transport maritime était moins cher que le transport terrestre.

"L'alternative des ponts terrestres, (d'un) couloir bi-océanique, nous laisse sceptiques", a-t-il dit.

Le canal de Panama permettra à 32 navires de le traverser à partir du 1er juin. Les précipitations provenant du bassin versant du canal fournissent de l'eau potable à 58% de la population panaméenne.

GRANDE-BRETAGNE

L'interminable mise en place des contrôles douaniers post-Brexit épinglée dans un rapport

Londres a reporté à cinq reprises certaines formalités pour ne pas pénaliser son économie, avant d'introduire fin avril des contrôles physiques pour certains produits à "risque moyen" en provenance de l'UE, et de les renforcer sur des marchandises classées "à haut risque". Coûts astronomiques pour les entreprises comme pour le gouvernement, multiples volte-face sur le calendrier : la laborieuse et encore inaboutie mise en place des contrôles douaniers post-Brexit au Royaume-Uni est épinglée lundi dans un rapport du contrôleur des comptes britanniques. Le Brexit "a entraîné un changement à grande échelle" pour les marchandises à la frontière, "mais plus de trois ans après la fin de la période de transition, on ne sait toujours pas exactement quand des contrôles complets seront en place", a pointé dans un communiqué le chef du National Audit Office (NAO), Gareth Davies. Depuis l'entrée en vigueur effective du Brexit en janvier 2021, l'Union Européenne (UE) a déjà mis en place des contrôles renforcés pour les marchandises en provenance

du Royaume-Uni. Mais Londres a reporté à cinq reprises certaines formalités pour ne pas pénaliser son économie, avant d'introduire finalement fin avril des contrôles physiques pour certains produits d'origine animale ou végétale de "risque moyen" en provenance de l'UE, et de les renforcer sur des marchandises classées "à haut risque".

Un coût de 5,5 milliards d'euros pour la mise en oeuvre de nouvelles dispositions frontalières

Si le passage des marchandises aux frontières s'est jusqu'ici "déroulé relativement bien", ces multiples revirements ont "généré de l'incertitude pour les entreprises et des coûts supplémentaires pour le gouvernement et les ports", pointe le NAO, avec des dépenses pour "des infrastructures et du personnel qui n'étaient finalement pas nécessaires". L'organisme indique que selon la propre estimation du gouvernement, celui-ci prévoit de dépenser "au moins 4,7 milliards de livres (5,5 milliards d'euros) pour mettre en oeuvre de nouvelles

dispositions frontalières", dont 2,6 milliards avaient déjà été dépensés à mars 2023.

Lors de l'introduction des nouveaux contrôles physiques le mois dernier, l'exécutif avait été critiqué pour avoir annoncé que les vérifications ne seraient pas effectuées à plein régime au début, sans préciser son calendrier. "Nous faisons de bons progrès, après avoir déployé avec succès de nouveaux contrôles en janvier et avril de cette année, tout en adoptant une approche pragmatique qui minimise les perturbations", les coûts et l'impact sur les consommateurs, a défendu un porte-parole du gouvernement.

"Une fois pleinement mis en oeuvre, ces contrôles coûteront aux entreprises environ 469 millions de livres (547 millions d'euros) par an", selon le NAO. L'organisme "recommande que des contrôles complets aux frontières soient opérationnels dans tous les ports dès que possible", pointant aussi le fait que leur mise en oeuvre très progressive fait peser "un risque accru en matière de biosécurité".

CHINE
Pekin sanctionne trois entreprises américaines vendant des armes à Taïwan

La Chine a prononcé de nouvelles sanctions contre trois entreprises américaines vendant des armes à Taïwan où a été investi lundi le président Lai Ching-te, a rapporté l'agence officielle Chine Nouvelle. Les sociétés General Atomics, General Dynamics Land Systems et Boeing Defense, Space & Security seront placées sur la liste des "entités non fiables" du gouvernement chinois, a indiqué le média d'Etat, citant le ministère du Commerce.

"Elles seront interdites de toute activité d'import-export liées à la Chine et interdites de tout nouvel investissement en Chine", selon le média. "Les cadres supérieurs de ces entreprises ont l'interdiction d'entrer en Chine, et leurs permis de travail seront révoqués", a-t-il ajouté.

L'annonce survient alors que le nouveau président de Taïwan Lai Ching-te a pris ses fonctions lundi, sous la pression grandissante de la Chine. Il succède à Tsai Ing-wen dont les huit années de mandat ont été marquées par une détérioration des relations avec Pékin. Pékin considère Taïwan comme l'une de ses provinces à réunifier par la force si nécessaire et a qualifié Lai Ching-te de "dangereux séparatiste" conduisant Taïwan sur le chemin "de la guerre et du déclin".

"Tenir tête à la Chine" Si Washington reconnaît Pékin au détriment de Taipei depuis 1979, le Congrès américain impose parallèlement de fournir des armes à Taïwan, dans le but affiché de dissuader la Chine de toute volonté expansionniste. Le mois dernier, les Etats-Unis ont approuvé plusieurs milliards de dollars d'aide militaire à Taïwan. Cette aide s'inscrit dans un vaste programme de 8 milliards de dollars pour tenir tête à la Chine sur le plan militaire en investissant dans les sous-marins, et sur le plan économique en concurrençant les gros projets chinois dans les pays en développement.

FIAT TOPOLINO

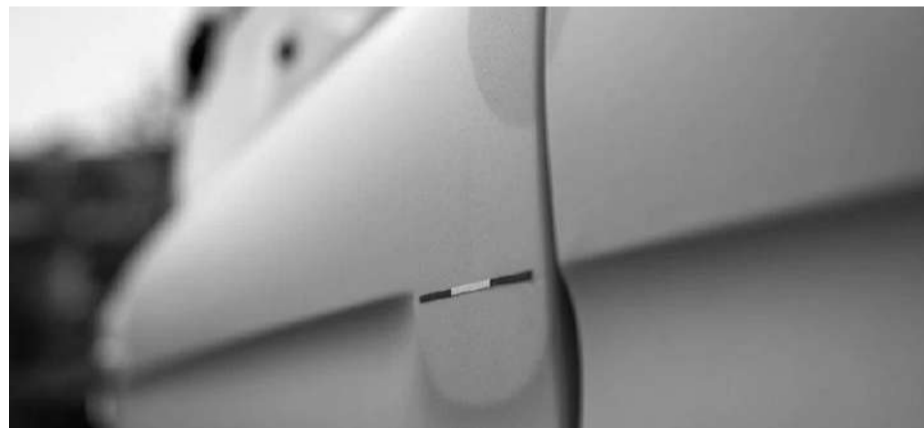
L'autocollant de la petite souris met le feu aux poudres !

Plus d'une centaine de Fiat Topolino ont été saisies par la police italienne. Son tort ? Afficher un drapeau italien alors qu'elle n'est pas produite dans la péninsule.

Décidément, le torchon brûle entre le gouvernement italien et Stellantis. Et il ne paraît pas près de s'éteindre. Quelques semaines après l'affaire du changement de nom de l'Alfa Romeo Milano, c'est la petite Fiat Topolino qui est dans le viseur pour une sombre histoire d'autocollants mensongers. Ne vous fiez pas à ses grands yeux ronds et à sa bouille innocente, la Fiat Topolino vient de se faire passer les menottes par la police financière italienne qui a saisi des dizaines d'exemplaires du quadricycle cousin de la Citroën Ami à leur arrivée dans le port de Livourne (Toscane) pour violations présumées de la loi sur le Made in Italy. Selon le média italien Il Tirreno, 134 voiture (119 Topolino et 15 Topolino DolceVita) seraient à quai en attendant de connaître leur sort.

L'autocollant de la discorde

Ce qui a mis le feu aux poudres, c'est donc un autocollant, insignifiant par sa taille, quelques centimètres de long et millimètres de large, presque invisible à quelques mètres de la voiture, mais qui a une grosse signification. Il s'agit d'un drapeau italien. Quoi de plus normal pour cette petite voiture biplace qui affiche un look on-ne-peut-plus italien, proche de celui de la Fiat 500, et dont le nom reprend celui d'un modèle mythique de la FIAT dans les années 1930 ? Oui, sauf que Stellantis ne produit pas la Topolino en Italie, mais au Maroc. Dans l'usine de Kenitra. Et que donc cette évocation de l'Italie avec son dra-



peau est fallacieuse aux yeux de la fameuse loi du Made in Italy. Un signe qui serait mensonger et trompeur pour

le consommateur qui pourrait y voir une indication d'un produit fabriqué en Italie.

La réponse et l'intervention de Stellantis

Ces voitures qui ont été saisies le 15 mai n'ont pas tardé à faire réagir Stellantis qui, par la voie de l'un de ses porte-paroles, s'est défendu de vouloir tromper le consommateur avec ce drapeau italien. "L'autocollant en question avait pour seul but d'indiquer l'origine entrepreneuriale du produit". Par ailleurs, le communiqué du groupe international explique que l'origine de la Topolino n'a jamais fait de mystère et que la provenance marocaine a été annoncée dès le départ. Pour autant, Stellantis a décidé d'intervenir sur les voitures saisies en retirant les autocollants qui se situent au niveau de la poignée d'ouverture. « Sous réserve du feu vert des autorités ».

Le précédent Alfa Romeo Milano

Si cette fois-ci Fiat n'aura pas été contraint de changer le nom de sa "petite souris", une nouvelle fois donc, Stellantis est obligé d'intervenir suite aux injonctions du gouvernement italien, particulièrement protectionniste. On se souvient en effet qu'il y a environ un mois, mi-avril, c'est Alfa Romeo qui s'était retrouvé dans la tourmente avec son nouveau modèle, le Milano. Un SUV qui portait fièrement le nom de la deuxième ville d'Italie, qui a vu naître la marque au Biscione. Oui, sauf qu'il est produit en Pologne. Même problème, même conséquences : Alfa Romeo s'est retrouvé contraint de renommer en quelques heures la voiture, qui arrivera donc sur les routes sous le nom d'Alfa Romeo Junior.

FUTURE RENAULT TWINGO ÉLECTRIQUE

la mauvaise nouvelle qui peut faire tomber le projet ?

En pleine discussion avec Volkswagen pour la production d'une future Twingo 100 % électrique, Renault ferait face au retrait de son partenaire allemand. Une belle épine dans le pied de ce projet important. Malgré toute sa bonne volonté, Renault n'a pas réussi à tenir le pari d'une R5 électrique à 20 000 €. C'est pourtant ce qu'avait souhaité Luca De Meo lors de sa prise de fonction, faisant de ce revival de Supercinq le fer de lance de l'offensive électrique du Losange. Mais dans un contexte industriel incertain et sous tension, le coût de fabrication des batteries – qui explique à lui seul 40 % du prix d'une voiture électrique – a bien du mal à baisser. Or, face à l'offensive d'autres



constructeurs, qui promettent tous d'arriver à une électrique grand public abordable, dont Citroën qui vient de présenter une étonnante ë-C3 à 23 300 € hors bonus d'État, Renault a dû réagir. Et sortir, presque de son chapeau, l'idée d'une

Twingo électrique. Dans l'absolu, elle n'a rien d'original puisque l'actuelle génération, qui vit ses dernières semaines au catalogue avant l'entrée en vigueur de la nouvelle norme européenne GSRII, est déjà convertie aux

watts. Mais, espérant surfer sur le même engouement que celui suscité par le prototype R5 il y a 4 ans, Renault a décidé de creuser le filon du néo-rétro. Son électrique "premier prix" doit donc devenir, en 2026, une Twingo de 1990 convertie à l'électrique !

Fin de la discussion

Pour ce faire, le Losange avait même entamé de sérieuses discussions avec un autre partenaire, en l'occurrence Volkswagen. Car il est bien difficile de rentabiliser une voiture électrique à bas coût. Le meilleur exemple n'est autre que Dacia, qui importe en Europe une Renault asiatique et lui colle son badge pour devenir une Spring mais s'exonère de coûts de fabrication colos-

saux. Au prix, d'ailleurs, de la qualité, voire de la sécurité. Une collaboration entre Renault et Volkswagen avait donc tout son sens pour la production d'une petite électrique. Mais Reuters nous apprend ce jour que le constructeur allemand a cessé de discuter avec son partenaire français ! En précisant que chacun ira de son côté pour aller au bout du projet. Du moins en théorie... Charge désormais à Luca De Meo de trouver une autre solution – une autre partenaire – pour concrétiser cet indispensable modèle d'entrée de gamme, ce que ne sera finalement pas la R5 E-Tech, sous peine de voir échouer un projet pourtant important pour les années à venir

IL DEVRAIT ÊTRE DISPONIBLE DÈS L'ANNÉE PROCHAINE

Apple travaille à un «AirTag 2»

Apple planche sur un AirTag de deuxième génération, dont la sortie serait programmée pour l'année prochaine. Si les informations à son sujet demeurent toujours relativement floues, ses fonctionnalités commencent néanmoins à se dessiner.

Depuis son lancement en 2021, l'AirTag, le traceur d'objets d'Apple, s'est imposé comme un outil incontournable pour retrouver facilement ses clés, bagages et autres affaires. Alors que les rumeurs s'étaient raréfiées concernant une potentielle mise à niveau, le journaliste de Bloomberg Mark Gurman, que l'on ne présente plus, relance les spéculations en annonçant l'arrivée d'une seconde génération d'AirTag quelque part en 2025.

La sortie de l'AirTag 2 se précise pour l'année prochaine

À vrai dire, les premières rumeurs autour de la seconde génération d'AirTag ne datent pas réellement d'aujourd'hui. Il y a environ deux ans, la marque à la pomme prévoyait déjà de commercialiser une nouvelle variante de son traceur, à condition que celui-ci rencontre le succès escompté. Un an plus tard, le bien informé Ming-Chi-Kuo nous apprenait que l'AirTag 2 devrait bel et bien voir le jour et qu'il entrerait en production de masse à partir du quatrième trimestre de l'année 2024.

Cependant, le traceur a visiblement pris du retard puisque l'analyste nous confirmait ultérieurement que la nouvelle génération d'AirTag ne sortirait finalement pas avant 2025.

Une rumeur aujourd'hui corroborée par le journaliste de Bloomberg Mark Gurman, qui affirme que l'AirTag 2 (dont le nom de code est « B589 »), sera commercialisé à partir de l'année prochaine, en plus de nous divulguer de premiers détails quant à ses fonctionnalités. Notons au



passage que depuis son arrivée dans les rayons, l'AirTag se serait écoulé à plus de 55 millions d'exemplaires.

AirTag 2 : une portée sensiblement améliorée, et... ?

Selon Gurman, Apple prévoit d'équiper l'AirTag 2 d'une puce améliorée offrant un meilleur suivi de localisation. Cette puce pourrait être la version de seconde génération de la puce UWB (Ultra Wideband) déjà présente sur l'iPhone 15, l'Ap-

ple Watch Series 9 et l'Apple Watch Ultra 2. Contrairement à la puce U1, limitée à une portée d'environ 10 mètres, la nouvelle version permet un tracking sur de plus longues distances, pouvant ainsi aller jusqu'à 60 mètres.

Comme précisé par 9to5Mac, cette avancée technologique a notamment permis à Apple de développer la fonctionnalité « Localisation précise », aidant les utilisateurs à rejoindre plus facilement leurs amis. Il y a plusieurs semaines de cela, Ming-Chi-Kuo évoquait par ailleurs la

possibilité que l'AirTag 2 puisse proposer quelques passerelles avec l'Apple Vision Pro. Mais, pour l'heure, nous ignorons dans quelle mesure le tracker fonctionnera avec le casque de réalité mixte de la Pomme.

Si les nouvelles fonctionnalités de l'AirTag 2 restent encore à clarifier, les choses semblent enfin se préciser pour la nouvelle variante du traceur d'Apple. Il ne fait donc (presque) plus l'ombre d'un doute que nous en entendrons reparler au cours des semaines et mois à venir.

CARTE GRAPHIQUE EXTERNE, CONSOLE OLED ET MINI-PC "MAC",

AYANEO poursuit l'offensive de belle manière

Décidément, AYANEO se montre très active dans le secteur des mini-PC et des consoles portables avec trois nouveaux modèles intrigants.

Dans la foulée de son annonce d'hier, AYANEO complète sa nouvelle gamme de produits avec trois appareils intéressants, performants et/ou originaux, selon le cas... et vos propres critères, bien sûr. La question de la carte graphique externe semble en particulier intéresser la marque chinoise, qui marche ici dans les pas d'ASUS et de Razer avec un modèle faisant confiance aux solutions AMD.

Le design surprenant de l'AG01

Sur le papier, l'AG01 vient donc reprendre le concept déjà mis sur le marché par diverses sociétés. Il s'agit d'une carte graphique externe que l'on vient connecter à un appareil moins bien pourvu dans ce domaine. Chez AYANEO, on pense logiquement aux consoles portables et mini-PC de la marque, mais la connectique employée laisse davantage de liberté. Il s'agit effective-



ment d'un port Occulink compatible USB4, et que l'on peut aussi utiliser avec les protocoles Thunderbolt 3 et 4. Difficile de faire plus polyvalent.

L'AG01 est un boîtier externe donc, qui embarque une carte Radeon RX 7600M XT signée AMD. Il s'agit d'une architecture RDNA 3 avec 32 unités de calcul et 8 Go de GDDR6. AYANEO évoque un TDP maximum de 120 watts pour jouer sans contrainte. En revanche, au-

cune prix ni aucune date n'ont été annoncés.

AIR 1S et la console portable se la jouent OLED

Au même titre que la Pocket DMG évoquée pas plus tard qu'hier, la console AIR 1S est un modèle de portable qui troque l'habituelle dalle IPS pour un écran OLED, garant de bien meilleurs contrastes. On peut ainsi espérer une diffé-

rence de qualité d'image similaire à celle qui sépare le Steam Deck du Steam Deck OLED. Hélas, AYANEO n'a pas opté pour une grande dalle. On est même très loin du Steam Deck OLED (7,6 pouces), avec un écran de seulement 5,5 pouces de diagonale. Cela autorise des dimensions contenues (22,4 x 8,9 x 21,6 centimètres) et un poids limité (450 grammes), alors que la puissance ne sera pas un problème avec l'intégration du Ryzen 7 8840U, l'APU la plus puissante d'AMD à ce jour. Il est épaulé par 16/32 Go de LPDDR5X et 512 Go à 4 To de SSD.

Avec les 38 Wh affichés par AYANEO, la question de l'autonomie se pose, même si la taille et la technologie de l'écran devraient jouer en sa faveur. Il nous faudra encore attendre pour avoir la date et le prix de lancement.

L'AM01S pour appuyer l'hommage au Macintosh

Enfin, pour terminer cette vaste présentation de nouveaux produits, AYANEO a opté pour une espèce

de mise à jour de l'AM01, l'un de ses premiers mini-PC, lequel faisait référence aux premiers Macintosh d'Apple.

Baptisée AM01S, la nouvelle machine est un second hommage au vénérable ancêtre, mais elle est cette fois dotée d'un véritable petit écran pour afficher divers messages ou informations techniques. Celui-ci est inclinable afin de l'avoir toujours bien sous les yeux. AYANEO n'en détaille en revanche pas les caractéristiques techniques, préférant se focaliser sur celles du mini-PC en lui-même. Ainsi, nous apprenons qu'il sera animé par un Ryzen 7 8845HS ou Ryzen 9 8945HS pour une bonne réserve de puissance. On parle ici d'un TDP maximal de 65 watts.

Enfin, la marque souligne la connectique « étendue » que proposera le PC, avec notamment 2 ports USB4 et 2 ports RJ45 2,5 GbE en plus des 6 ports (rien que ça) USB-A, dont quatre sont présents sur la face avant. Hélas, une fois encore, AYANEO ne communique aucune date de sortie ni aucun prix de lancement pour cet AM01S.

Mots fléchés

Fabriquer Science du vin		Eperdument		Éructer Couche		Partie tendre Mine		Faute d'impression	Quantité de boisson		Pinacothèque		Ville belge
									Plante herbacée				
Elancés		Couches de paille									Points cardinaux Reste		
						Type			Puits naturel Habiter				
Épouse		Effluve		Examinées									
					Déplacées Supportent les rayons des roues							Reptile saurien	Brame
S'amuse				Né a Nazareth Petite tasse						Salve Beuglants			
Encore présente	Jadis H2O					Panaché							
								Courte épée Cavalier hongrois					
Américium Puberté			Petit saint			Résidu de froment	Arbre à caoutchouc Mondain						Aurochs
			Dispositif de pêche								Académie Lichen		
Via	Outrecuidance	Bascules Train de banlieue								Lever le cul			
			Ameublement		À nous Film de Spielberg					Lettres pieuses		Écorce de chêne	
Attaché Ambulante						Dégouliner							Irisées
							Réforme			Prénom de Connery Enraciner			
Ingénieur spécialisé dans les sciences		Rubidium		Nanoseconde	Organe d'un sens	Ancienne Allemagne				Grande école Saison chaude			
								Négation			Cri pour invoquer Dionysos	Rivière de la RDC	
Dupé Durée d'une révolution						Transmetteur Durillon							
		Arbre		À cet endroit Cérium				Idéalisé Connu					
Devant devant Bière belge			Distinction							Mot de passe			
					Trompées								

Le Brent frôle les 84 dollars

Les prix du pétrole étaient en légère baisse lundi, les investisseurs restant attentifs et prudents face aux développements au Moyen-Orient. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet cédait 0,21% à 83,80 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en juin, perdait 0,36% à 79,77 dollars. "Les tensions mondiales sont plus fortes en raison du décès du président iranien Ebrahim Raïssi", commentent des analystes.



HADJ 2024/1445H

Le président de la République appelle les hadjis à être les meilleurs ambassadeurs de l'Algérie

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a appelé les hadjis algériens à être les meilleurs ambassadeurs de leur pays à l'occasion du départ, lundi, du premier groupe de pèlerins vers les Lieux Saints de l'islam. "Demain, si Dieu le veut, aura lieu le premier vol de nos pèlerins. Je prie Dieu le Tout Puissant de faciliter le voyage, que votre Hadj soit accepté. Soyez les meilleurs ambassadeurs de votre pays et bon retour à tous sains et saufs", a écrit le Président de la République sur son compte officiel dans les réseaux sociaux.

DÉCÈS DU PRÉSIDENT IRANIEN EBRAHIM RAÏSSI Tebboune présente ses condoléances

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a adressé, lundi, un message de condoléances au Premier vice-Président de la République Islamique d'Iran, M. Mohammad Mokhber, suite au décès du président de la République islamique d'Iran Ebrahim Raïssi. "Excellence le Premier vice-Président de la République islamique d'Iran, nous avons suivi, avec vous, dès le début, avec émotion et inquiétude, les moments difficiles qu'a vécus le peuple iranien frère, dans l'attente d'informations sur le sort de l'hélicoptère transportant le défunt Ebrahim Raïssi, président de la République islamique d'Iran, pays frère, et les membres de la délégation l'accompagnant, composée de hauts responsables, et c'est avec une grande affliction et une profonde tristesse que nous avons appris, le décès tragique de notre cher frère Ebrahim Raïssi", lit-on dans le message de condoléances. "Nous exprimons notre profonde sympathie et notre soutien fraternel aux dirigeants politiques, au gouvernement et au peuple de la République islamique d'Iran, pays frère", a écrit le Président de la République. "En cette pénible circonstance où le peuple algérien compatit à la douleur de ses frères en Iran, je perds, personnellement, en le dirigeant Ebrahim Raïssi, un frère et un partenaire avec lequel j'ai œuvré pour le renforcement des liens de fraternité, de coopération et de solidarité entre nos deux pays et peuples frères, et en faveur des causes justes portées par notre Nation islamique", a ajouté le Président de la République. "En cette pénible épreuve, je présente mes sincères condoléances et ma profonde sympathie au Gouvernement et au peuple iraniens, priant Allah Tout-Puissant d'entourer le défunt de Sa sainte miséricorde et de prêter assistance et réconfort au peuple iranien frère", conclut le message du Président de la République.

EXTINCTION DES FEUX DE FORÊTS

Manœuvre pratique internationale de la Protection civile à Tébessa

La wilaya de Tébessa a accueilli lundi une manœuvre pratique internationale de la Protection civile sur l'extinction des feux de forêts et les techniques de leur maîtrise supervisée par le directeur d'organisation et de coordination des secours à la Direction générale de la Protection civile (DGPC), le colonel Moulay Khelifa en présence des autorités civiles et militaires de la wilaya. Dans une déclaration à la presse donnée à la forêt de Bekkaria, le sous-directeur des statistiques et de la communication à la DGPC, le commandant Islam Barnaoui, a inscrit cette manœuvre dans le cadre de la mise en œuvre du plan annuel de la DGPC de développement des capacités et d'évaluation de la disponibilité opérationnelle de ce corps constitué, soulignant qu'elle simule "un scénario d'incendies de forêts déclarés en plusieurs endroits de diverses communes de la wilaya de Tébessa et menaçant les maisons et les ressources forestières". "La situa-

tion qui s'aggravait, selon le scénario de la manœuvre, a nécessité l'activation du plan de secours de wilaya, la mobilisation des moyens matériels et humains des différents secteurs et le recours aux colonnes mobiles des wilayas de Khenchela, Batna, Oum El-Bouaghi et M'sila ainsi qu'aux moyens aériens de la Protection civile, de l'Armée nationale populaire et des corps de sécurité en plus d'une équipe tunisienne après la propagation des flammes vers la Tunisie voisine", a-t-il expliqué. Cette manœuvre vise "à évaluer la réponse des Unités intervenantes algériennes et tunisiennes, à mesurer le niveau de préparation, de coordination des actions et de maîtrise des nouvelles techniques sur le terrain ainsi qu'à échanger les expériences entre les intervenants pour unifier les méthodes de travail et élargir la sphère d'intervention en cas d'incendies", a souligné le même officier. De son côté, le commandant de l'Unité tunisienne de la Protection civile,

le capitaine Ghazi El-Arbi, a indiqué que la participation des équipes tunisiennes s'inscrit dans le cadre de l'accord bilatéral signé début 2024 entre les deux pays et relatif notamment à la lutte contre les feux de forêts et sinistres naturels pour renforcer les relations et activer les mécanismes de coordination et de coopération, développer les compétences et échanger les expériences à l'heure des changements climatiques que connaît le monde. Le wali de Tébessa, Saïd Khelil, s'est enquis du déroulement de l'opération de circonscription de l'incendie mobilisant les ressources des divers secteurs et colonnes mobiles des wilayas voisines et d'équipes de la Protection civile tunisienne après l'activation du plan de secours de wilaya. Il a insisté sur la coordination entre les intervenants et la conjugaison des efforts pour réduire l'impact des incendies et protéger les ressources forestières.

AVIATION

Le groupe Saudia passera une commande ferme de 105 avions Airbus

Le groupe Saudia, maison-mère de la compagnie aérienne nationale saoudienne du même nom, a annoncé lundi qu'il allait passer une commande ferme de 105 avions Airbus, saluant un "accord historique", le plus important de l'histoire du pays.

"Cet accord historique porte sur 105 appareils confirmés et marque un moment important non seulement pour l'industrie aéronautique saoudienne, mais aussi pour l'ensemble de la région MENA" (Moyen-Orient Afrique du Nord), a précisé le groupe

dans un communiqué. La compagnie Saudia va acheter 54 avions A321neo, tandis que la compagnie à bas prix flyadeal va acquérir 12 A320neo et 39 A321neo, selon la même source. Cette nouvelle commande intervient plus d'un an après

celle annoncée par la nouvelle compagnie Riyadh Air et portant sur 72 appareils. Les autorités saoudiennes ont annoncé leur intention de construire un nouvel aéroport dans la capitale Ryadh, capable d'accueillir 120 millions de passagers par an.

DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES

Parution du premier numéro de la revue «El Djamarik»

La Direction générale des douanes (DGD) a publié le numéro 1 de sa revue "El Djamarik" qui focalise, à travers plusieurs rubriques et articles, sur les activités et les acquis accomplis par ce corps au double plan national et international, en sus des réalisations qui reflètent les efforts inlassables consentis en vue de protéger et promouvoir l'économie nationale. Parue dans deux éditions en arabe et en anglais, la revue a abordé dans son 1er numéro, l'apport des douanes algériennes à la concrétisation de la stratégie générale tracée en matière d'encouragement de la production locale et d'appui aux exportations hors-hydrocarbures. Dans l'éditorial de ce numéro, le Directeur général des douanes, le Général major Adelhafid Bakhouch, affirme que "la volonté effective de l'Etat algérien de consolider les fondements de la relance et du renouveau économique, sous la conduite judicieuse du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense nationale, se veut un pas fondamental et stratégique, le but étant la stimulation du développement économique et le renforcement de la stabilité de l'économie nationale, à travers la consécration d'un modèle économique diversifié qui repose sur la création de la richesse, à même de mettre en exergue

la vision d'avenir et l'engagement à réaliser des transformations de fond dans la structure économique du pays". Ces efforts reflètent "la focalisation sur la diversification des sources de revenu et le développement des secteurs qui contribuent à consacrer la croissance économique, notamment à travers l'établissement des différents mécanismes orientés vers l'amélioration de l'écosystème de l'investissement et l'encouragement de la production locale". Cette publication institutionnelle intervient "dans le sillage de l'enrichissement des études et recherches scientifiques et académiques par un capital scientifique et douanier afin d'accéder à une information douanière précise et actualisée, grâce à la contribution de cadres douaniers spécialisés dans le domaine", souligne le général major Bakhouch. Le premier numéro a mis en avant la contribution de la Direction Générale des douanes algériennes au processus de numérisation, à travers la réalisation d'un nouveau système d'information baptisé "ALCES" (Algerian customs electronic system), visant à accélérer le traitement douanier des marchandises destinées à l'import et l'export. La revue présente, également, les activités douanières de la Direction Générale des douanes algériennes, à travers les différentes régions du pays, à travers la présentation des bilans des

interventions, et des opérations de saisies les plus importantes enregistrées par les différentes brigades opérationnelles, dans le cadre de la lutte contre toutes formes de contrebande et de crimes transnationaux. L'accent a, aussi, été mis sur les facilitations douanières qui ont été approuvées au profit des opérateurs économiques activant dans le domaine de l'export hors hydrocarbures à travers le couloir vert, et l'affectation d'équipes douanières chargées principalement du contrôle de la marchandise destinée à l'export, et de procéder au contrôle au niveau de l'unité de production de l'opérateur économique. En plus de passer en revue les nouveautés du corps douanier et ses importantes activités récentes, ce nouveau numéro a consacré un article au système de l'opérateur économique agréé (OEA), le qualifiant de mécanisme de soutien à la production locale, en expliquant les conditions à même de bénéficier de ce système, ainsi que les facilitations douanières accordées aux bénéficiaires. La "protection des données et des documents administratifs" a, également, été abordée, à travers l'importance que le législateur algérien a accordée aux données et aux documents émis par l'établissement public, à travers la mise en place d'un dispositif juridique garantissant leur bon traitement et leur protection".